

# Qu'est-ce que le Communisme ?

« En ce sens, les communistes peuvent résumer leurs théories en cette seule expression : abolition de la propriété privée. »

(Karl Marx et Friedrich Engels, Le Manifeste du Parti Communiste, 1848, au chapitre « Prolétaires et communistes »)

« Un communiste, c'est quelqu'un qui est partisan de l'URSS, non ? » ; « Un communiste c'est quelqu'un qui veut que tout soit contrôlé par l'Etat, non ? » ; « Un communiste, c'est quelqu'un qui suit la pensée de Karl Marx, non ? » ; « Un communiste, c'est quelqu'un qui n'aime pas les riches, non ? ». A toutes ces questions, la réponse sera non, évidemment.

**Première idée fausse** : « *Communiste et marxiste, c'est pareil.* »

**Deuxième idée fausse** : « *Le communisme, c'est la dictature* »

**2.1. Le communisme doit-il être démocratique?**

**2.2. Les pays du Bloc de l'Est furent-ils communistes?**

**2.3. Pourquoi les pays du Bloc de l'Est furent-ils des dictatures?**

**2.4. Peut-on justifier le recours à la dictature?**

**2.5. Comment vouloir le communisme démocratique alors que la démocratie n'est pas toujours possible?**

**Troisième idée fausse** : « *Le communisme est un programme de ségrégation et d'extermination basée sur la classe sociale ; il est l'équivalent d'un nazisme social, où le 'bourgeois' occuperait la place qu'occupe le 'juif' dans la doctrine nazie ; les communistes veulent un holocauste des 'bourgeois'.* »

**Quatrième idée fausse**: « *Le communisme démocratique ne peut exister car c'est une utopie* »

# Le Communisme, est-ce le marxisme ?

Cette confusion, entretenue aussi bien par les trotskystes que par les staliniens, autant que par les non- et anti-communistes, est fautive. Ni Karl Marx ni Engels ne sont les inventeurs du communisme. Il y eut des socialistes, partisans de la socialisation des biens au niveau national, ou au niveau local, avant Marx. On peut citer Babeuf pendant la Révolution française, dans une certaine mesure Thomas More, mais aussi, dans une optique qui n'était pas celle de la Révolution et qu'on qualifiera de « utopique », Saint-Simon et Fourier. Tous ces auteurs se réclament d'une remise en cause de la propriété privée telle que le capitalisme industriel naissant du XIXème la développe (sauf bien sûr pour Thomas More, ou même pour Babeuf ; leur critique de la propriété privée se faisant dans un contexte précapitaliste). Aucun de ces auteurs, chronologiquement, ne peut être marxiste.

## ► LE COMMUNISME MARXISTE

*(présentation simplifiée, toute suggestion d'amélioration de ce texte étant bienvenue)*

Le communisme est, dans la théorie socio-historique de Marx, l'horizon vers lequel les sociétés industrielles tendent, en prévision de l'effondrement du capitalisme annoncé par Marx sur la base de thèses économiques assez peu vérifiées, voire très discutables (comme la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, qui ne s'est pas vraiment vérifiée - d'autres prévisions marxistes, comme la disparition de la propriété privée des biens de production pour le plus grand nombre du fait même de la concentration capitaliste, s'est en revanche réalisée).

**+** ● ● ● L'analyse de Marx est basée, sur le plan, historique, sur la confrontation entre les classes sociales comme moteur essentiel de l'Histoire, ce qui ne veut pas dire qu'il réduise l'intégralité de l'Histoire à la lutte des classes. **La répartition des classes a souvent un fondement économique (mais ça ne veut pas dire que chez Marx tout se réduise à l'économie):**

**-l'opposition serfs/ seigneurs féodaux traduit le fonctionnement économique médiéval, où l'essentiel du travail est agricole, et la propriété étant dévolue à une classe parasitaire noble et foncière;**

**-l'opposition capitalistes (terme fréquemment remplacé par le terme flou et disgracieux de « bourgeois ») contre les prolétaires traduit le fonctionnement du capitalisme en développement, et qui caractérise largement encore notre période, avec un capitalisme reposant sur la propriété privée et où le travail de ceux qui ne possèdent pas leur outil de production (prolétaires) mais qui sont employés par ceux qui en possèdent (capitalistes) fait figure de marchandise.**

Cela pourrait être le discours d'un économiste de droite : **un employeur ne crée d'emplois que si cela lui rapporte plus qu'il ne lui coûte. Donc le salarié doit fournir une valeur supérieure à celle qu'il recevra ; il est volé, ou exploité.**

Bien sûr, ce point de vue général doit recouvrir des exceptions : lorsqu'un employeur n'a qu'un ou quelques salariés, il est probable qu'il n'embauche ses salariés que pour lui

faciliter la tâche, et non pour en tirer un profit ; en revanche, dès qu'il y a un nombre plus élevé de salariés, alors forcément ceux-ci doivent rapporter plus à l'employeur qu'ils ne coûtent.

Je ne vais pas décrire l'ensemble de la théorie économique marxiste (il y a de nombreux ouvrages pour cela), et cela saurait difficilement être le but d'un site non marxiste. Mais il faut préciser que pour Marx des lois historico-économiques amèneront le capitalisme à subir des crises dont il essaiera de se sortir en pressurant la classe ouvrière ou par la mécanisation, mais dont le capitalisme est censé mourir (cela ne s'est pas vérifié) ; la « classe ouvrière » (je mets les guillemets parce que je trouve facile de parler d'une classe sociale et de la faire agir et réagir comme une personne) prendra ou ramassera ensuite le pouvoir par volonté de libération ou de simple nécessité économique (parce que le système capitaliste serait en faillite).



## Le prolétariat

Le marxisme, selon Marx lui-même, innove non pas en ayant parlé de lutte des classes, mais en ayant prédit la prise du pouvoir par le prolétariat.



Cette classe peut avoir plusieurs définitions, qui font varier son ampleur au sein de la société. Soit il s'agit des travailleurs salariés de l'industrie lourde ou légère directement employée à la production de biens matériels. Cette définition se rapproche donc de celle d'ouvrier, sauf qu'il peut y avoir des ouvriers indépendants. En France, du fait de la tertiarisation, les ouvriers forment peut-être un quart encore de la population active.

Mais justement, cette tertiarisation amène à s'interroger sur la nécessité ou non de réduire la notion de prolétariat à ceux qui produisent des biens ; les travailleurs des services ne sont-ils pas à l'heure actuelle soumis aussi aux risques de la précarité et à l'exploitation ? On peut donc passer à une définition plus large du prolétariat, à savoir les travailleurs qui ne vivent que de leurs salaires, qui se distinguent à la fois des artisans, commerçants qui possèdent leur atelier ou commerce, des paysans qui ont leur terres, et des capitalistes (qui possèdent les grands moyens de production et en touche les profits d'exploitation). Mais il faut aussi retirer du prolétariat les salariés qui sont suffisamment riches pour posséder un patrimoine financier non négligeable, qui leur procure des revenus eux aussi substantiels même si ce n'est pas la majorité de leurs revenus : ces salariés ont intérêt au maintien du système capitaliste.



## La dictature du prolétariat

**Il ne faut pas oublier qu'à l'époque où vit et écrit Marx, l'Europe n'est que monarchies, empires, et les rares régimes constitutionnels sont, jusqu'en 1848, des démocraties censitaires (France ou Royaume-Uni par exemple), c'est-à-dire que seuls les plus riches peuvent voter. On aurait pu appeler cela la « dictature de la bourgeoisie », car seule cette classe sociale a accès à la démocratie, et le reste de la population (très**

**majoritaire) connaît une dictature.** Même après 1848 et l'instauration provisoire du suffrage universel libre en France (après quoi « l'ordre » est rétabli avec Napoléon III), les intérêts des prolétaires sont difficilement défendus parce que les capitalistes possèdent les moyens financiers pour faire de la politique, que n'ont pas les prolétaires, monopolisent la scène politique, ce qui est encore assez vrai aujourd'hui (pour les marxistes, la démocratie est toujours confisquée par la classe sociale dominante) et **les prolétaires doivent inverser les rôles en s'attribuant le rôle de classe dominante et le contrôle de la démocratie. Ils doivent instaurer une démocratie pour le prolétariat, qui est une dictature du prolétariat pour les non-prolétaires.** Cela revient, concrètement, à une démocratie où seul les travailleurs salariés (du secteur industriel surtout) peuvent voter et avoir une vie politique; les non-salariés ne sont pas du tout voués à l'extermination physique, mais perdent leurs droits civiques, sauf s'ils deviennent des prolétaires.

Certains anticommunistes s'affoleront : « mais en URSS le pouvoir supprimait les 'bourgeois' ! ». Primo, qui vous a prouvé que l'URSS avait appliqué le marxisme ? Secundo, réduire la répression en URSS à la répression « anti-bourgeois » simplifie considérablement les choses (cf. Quatrième idée fausse); la répression frappait bien plus que les seuls « bourgeois ».

Pourquoi la dictature du prolétariat, me direz-vous ? Parce que dans l'optique marxiste, l'économie est appelée à être de plus en plus industrielle (Marx pouvait difficilement prévoir l'explosion des services au XXème siècle). **Les prolétaires (salariés industriels) étant devenus la majorité de la population dans une société industrialisée, leur "dictature " est une démocratie pour le plus grand nombre.** Si, à l'heure actuelle, on considérait que les ouvriers de l'industrie et les employés des services ne formaient qu'une seule classe, le prolétariat, celle-ci serait majoritaire en France. **D'où le caractère grotesque de l'effroi qu'éprouvent les anticommunistes en entendant parler de " dictature du prolétariat ", et lorsqu'ils y voient la "preuve" du caractère "totalitaire" du communisme.**

**Il va sans dire qu'aucun pays au monde n'a appliqué la dictature du prolétariat en tant que système durable.** Rien de plus ridicule que d'entendre dire que les dictatures de Staline ou Mao, étaient des dictatures du " prolétariat " ; si cela avait été le cas, alors en URSS et en Chine il y aurait eu des élections libres auxquelles auraient pu participer au moins des millions d'ouvriers ; ce qui ne fut pas le cas. Et pourtant je ne suis pas moi-même partisan de la dictature du prolétariat : elle ne m'effraie pas, mais je pense qu'avec un mouvement communiste électoralement fort elle devient inutile pour pouvoir passer au socialisme.




## De la faisabilité de la dictature du prolétariat

**Pourtant, le système dit de « dictature du prolétariat » a bel et bien failli exister,** et fut matérialisé pendant plusieurs mois sous la forme d'un régime qui, s'il avait

duré, aurait été une démocratie privilégiant le prolétariat, autrement dit une dictature pour les autres classes. En 1917, après la Révolution de Février, à travers la Russie, se formeront des soviets, conseils locaux ou de corporations, élus et responsables, et déléguant des représentants pour des Congrès des Soviets dont le deuxième aura lieu en même temps que la Révolution d'Octobre (la majorité des délégués étant bolcheviks, cela semble assurer une légitimité à la prise du pouvoir par les bolcheviks). Mais, dans le Livre Noir, Nicolas Werth dénonce dans ces Congrès une surreprésentation de la classe ouvrière russe, pourtant très minoritaire dans la population active russe en 1917. Cela semble crédible, quand on sait que l'élection universelle de décembre 1917 donnera une minorité de voix aux bolcheviks. Mais si cela est vrai, alors si le pouvoir était ou avait été entre les mains du Congrès des Soviets, et que celui-ci surreprésentait la classe ouvrière, alors c'est donc qu'il y avait une quasi-dictature du prolétariat en tant que classe, et pas d'une dictature de quelques personnes prétendant agir au nom du prolétariat (ce qui sera plus tard la réalité de l'URSS). En 1918, les socialistes-révolutionnaires, principales composante de l'opposition au bolchevisme, en seront exclus, mais pas radicalement, car ils remporteront toujours quelques victoires locales au printemps 1918, avant d'entrer en guerre contre les bolcheviks en mai 1918. La guerre civile, par définition, met fin à la démocratie, car il ne peut y avoir de démocratie dans un pays partiellement occupé et qui traverse une situation militaire difficile (le camp défaitiste peut toujours l'emporter par les urnes). Après la guerre, et surtout après les agissements de la Tchéka, il ne peut y avoir de retour à une démocratie complète, fut-ce seulement pour les ouvriers, car cela signifierait la mise en cause du pouvoir bolchevik au sujet de ses exactions pendant la guerre civile.

Il faut aussi noter cette différence qu'on établit souvent entre le socialisme ou l'Etat prolétaire administre l'économie, menant à l'état d'abondance où l'Etat perdra de son importance et de son caractère autoritaire, soit l'état de communisme. Lucien Sève, dans *Penser avec Marx aujourd'hui*, conteste que Marx ait vraiment employé le terme de socialisme pour la première étape.

 L'auteur est un communiste non marxiste, c'est-à-dire que **je ne crois pas que la lutte des classes soit le moteur essentiel de l'Histoire**, que je ne me fie pas à l'économie marxiste, ni à aucune loi de l'Histoire. En détaillant un peu plus, je dirai :

1/ que la lutte des classes n'est pas le moteur principal de l'évolution historique, et même l'exploitation capitaliste, si elle mobilise des « mouvements sociaux », peut très bien ne pas générer, et ce sur de longues périodes, d'affrontements de classes, parce que la classe exploitée peut très bien rester passive, ne même pas avoir de vraie conscience de classe, ne pas se mobiliser généralement, ou alors le faire lors de grèves et manifestations mais sans donner un caractère ouvrier et anticapitaliste à leur action. De plus, les maîtres et leurs dominés, au cours de l'Histoire, n'ont pas toujours été en « constante opposition » (première page du *Manifeste du Parti Communiste*), et peuvent très bien être alliés sur le modèle de la servitude volontaire : une partie des dominés (et pas forcément le *lumpenprolétariat*, la couche des prolétaires qui sont trop pauvres pour se révolter, ni même forcément ladite « aristocratie ouvrière », c'est-à-dire les ouvriers les moins pauvres) soutiendra toujours la hiérarchisation de la société, espérant en gravir les échelons, rejetant donc pour cela toute idée d'égalitarisme.

2/ Je pense que les prédictions économiques sont très difficiles à long terme et que, devant la capacité du genre humain à innover et réagir, annoncer la fin du capitalisme est

impossible. C'est non seulement impossible, mais inutile, car **il y a suffisamment de faits révoltants dans le capitalisme pour se convaincre de préparer son renversement par la voie pacifique**. Il y a plus besoin de préparer la révolution que de la prévoir. La chute du capitalisme n'est pas inéluctable, mais elle serait juste, donc il faut la provoquer, voilà ce qui résume ma position. Ensuite, je ne suis pas favorable au passage à la dictature du prolétariat (voir plus bas), qui ne me semble pas nécessaire pour instaurer une démocratie socialiste.

3/ Les principes économiques du marxisme ne suscitent pas tous mon accord, à commencer par le principe de la valeur-travail et la « loi » de la baisse tendancielle du taux de profit.

Avec tout cela, je ne peux me considérer comme marxiste.



## **LE COMMUNISME (VERSION LARGE)**

Voici une définition du communisme : (nous allons prendre une définition large, qui puisse réunir marxistes comme non marxistes, ou mêmes libertaires ou autres communistes), c'est celle-là :

*« Le communisme est un système où la propriété juridique des biens de production et/ou des revenus et/ou des biens de consommation est collective. »*

Voilà, ça tient en une phrase, pas besoin de se taper dix pavés pour être un " bon communiste ". Après cela, on peut approfondir :

**1/ aucun communiste n'est forcé de considérer les théories de Marx comme vraies**, et qu'elles sont la seule voie pour arriver au communisme.

  Cette définition n'inclut pas du tout qu'il y ait une lutte entre les classes sociales qui soit la base de l'Histoire. Cette définition peut regrouper des gens qui opteraient pour le communisme pour différentes raisons : les uns parce qu'ils pensent que le capitalisme, reposant sur la propriété et le profit privé, est un système voleur par définition ; d'autres, parce qu'une mise en commun de la propriété pourrait être une source de gains de productivité et d'amélioration du niveau de vie de chacun ; d'autres encore parce qu'ils y voient la fin de l'oppression politique et économique de la classe ouvrière ; d'autres enfin parce que selon eux le capitalisme est économiquement et/ou écologiquement voué à la disparition. Je ne demande pas au lecteur d'être d'accord avec ces motivations, mais cela doit l'amener à conclure qu'il n'y a pas qu'une seule voie vers l'adhésion au communisme, et le marxisme (qui, pour beaucoup résumer, voit dans le passage du capitalisme au communisme un épisode majeur de la lutte de classe, et considère le passage à la « dictature du prolétariat » comme nécessaire) ne saurait avoir de monopole sur le communisme.

**2/ si on est marxiste, on centre l'action sur la classe sociale appelée " prolétariat ".** Cela est déjà expliqué plus haut dans le passage sur le marxisme et la dictature du prolétariat.

3/ d'autres communistes peuvent vouloir une mise en commun au niveau local des biens et des terres et non au niveau national, refusant la planification et la centralisation de l'économie.

**4/ cette définition du Communisme n'implique pas nécessairement la planification de l'économie**, même si ça risque d'en surprendre plus d'un (chez les communistes comme chez les autres).

**+** ●●● De toute façon, du moment que les biens de production sont possédés dans les faits par la collectivité (prolétaire ou universelle), celle-ci va de toute façon choisir le mode de fonctionnement de l'économie et ses priorités. Or, s'il arrivait que la collectivité décide d'organiser une économie globalement de marché où les grandes et moyennes entreprises ont des capitaux majoritairement ou totalement collectifs (la collectivité, majoritairement salariée, va de toute façon récupérer les dividendes) ce choix ne pourrait pas être contesté sans quoi on est dans la négation de la volonté de la collectivité.

# « Le Communisme, c'est la dictature » ?

## 2. 1. « Le communisme doit-il être démocratique? »


► Le communisme suppose la " mise en commun " des biens de production. Donc la notion de propriété collective. **Si l'on devait résumer le communisme en deux mots, cela serait : propriété collective** (dans Le Manifeste du Parti Communiste de 1848, Marx et Engels disent que les positions des communistes se résument en : abolition de la propriété privée, des biens de production surtout, puisqu'en 1848 les biens privés de consommation durable sont nettement moins développés qu'aujourd'hui). Or **cette notion de propriété collective a une conséquence fondamentale : pour que la collectivité (que cela soit l'ensemble du peuple, ou seulement du prolétariat dans le cas de la dictature du prolétariat) soit propriétaire de quoi que ce soit, il faut qu'elle exerce un pouvoir sur ce qu'elle possède.**


+...C'est un truisme. Vous n'êtes pas réellement propriétaire d'une maison si vous ne pouvez rien faire avec, ni la vendre, ni la rénover, ni la détruire, seulement l'occuper. Pour qu'un peuple soit propriétaire de ses usines, il faut qu'il puisse, par la représentation des citoyens, par le biais des élections notamment, faire valoir ses choix dans la gestion de ce capital. Sinon la propriété collective n'existe que sur le papier, comme c'était le cas en URSS. Ceux qui, à droite surtout, font l'amalgame " propriété d'état = propriété socialiste " doivent donc penser que si au XVIIème siècle, Louis XIV avait fait réquisitionner pour son compte personnel toutes les manufactures et terres de France, le Royaume de France aurait été le premier état communiste de l'Histoire ! Ce qui est totalement absurde d'un point de vue marxiste ou non marxiste : quel historien, même de droite, osera prétendre que les manufactures royales de l'Ancien Régime étaient des modèles du " socialisme " ? Mais il est vrai que pour les procapitalistes (pardon, les " libéraux "), la collectivité est une illusion, et ils ne font jamais la différence entre un état corrompu et autoritaire et un état démocratique et responsable devant les électeurs.

### ► DEMOCRATIE = MULTIPARTISME ?

Il reste aussi à savoir ce que l'on entend par démocratie. Il est aujourd'hui extrêmement courant de confondre démocratie et multipartisme. **Quoi de plus évident que dans une démocratie il faut pouvoir choisir de voter entre plusieurs partis ? Confusion : il faut pouvoir choisir de voter entre plusieurs candidats (lorsqu'on vote pour des personnes) ou des propositions différentes, pas forcément des partis.** Imaginons un pays où il n'y a qu'un parti, mais : 1/ tout le monde peut être membre du Parti, 2/ il y a une démocratie interne au Parti, les membres du Parti, quel que soit leur rang, pouvant élire les dirigeants à tous les

niveaux et donc choisir la ligne du Parti. **Si tout le monde adhère au Parti, qu'il peut donc y avoir des candidatures diverses et spontanées, que les moyens d'expression dans et hors du parti sont libres, alors le pays peut avoir un fonctionnement démocratique.**

 Il peut exister à l'inverse des états à régime multipartite sans démocratie réelle, si le (ou les) parti(s) dominant(s) truque(ent) les élections. Sans aller jusque là, il suffit de voir ce qui a lieu aux USA : deux partis sont en mesure d'accéder au pouvoir ; une troisième formation aurait beaucoup de mal à émerger vu les moyens financiers nécessaires ; les deux principaux partis n'ont pas de très grands clivages ; le résultat fatidique arrive : 50% des citoyens votent, et moins encore si l'on enlève ceux qui votent « pour le moins pire ». Ce n'est ni la dictature ni exactement la démocratie, puisque le fait qu'aucun gouvernement américain ne soit soutenu par plus de la moitié des électeurs inscrits semble être devenu une réalité structurelle et non un accident ou une « crise ». On peut largement concevoir une démocratie sans multipartisme comme l'inverse.

 **Dans les « démocraties populaires » d'Europe de l'Est, il y a non seulement des purges, mais aussi l'impossibilité pour toute la population d'intégrer le Parti, quand bien même elle le souhaiterait.** N'entre pas au Parti qui veut. En Corée du Nord, le système de castes renforce cet état de fait. Ces monopartismes ne sauraient donc être démocratiques. En réalité, en URSS comme chez ses alliés, ce n'est même pas le Parti qui est au pouvoir, mais un appareil dirigeant pratiquant la répression, dont les victimes peuvent être les dirigeants situés juste en dessous puis la base. On ne peut pas à la fois dénoncer « la dictature du Parti » et la répressions contre ses militants, ou alors ce n'est pas le « Parti » que l'on dénonce mais un appareil interne.

Voilà pourquoi l'URSS et ses clones (" démocraties populaires ", Chine, Vietnam, Corée du Nord, Cuba...) ne furent ou ne sont pas communistes. Un petit bémol pour Cuba où il existe un peu de démocratie limitée, mais c'est tout, et il peut exister des formes de démocratie au niveau local dans des pays comme la Chine. Mais il existe sur ce sujet une mystérieuse alliance entre staliniens et anticommunistes pour marteler que " mais si, mais si, en URSS il y avait bien la propriété collective des biens économiques, c'était le socialisme ! ".

## Le cas de la Russie Bolchevique

Le problème dans le cas de la Russie bolchevique d'après la guerre civile (où l'URSS du début de son existence) est que si les bolcheviks intègrent l'ensemble de la population dans leur parti et pratiquent une démocratie interne véritable, les socialistes-révolutionnaires peuvent prendre le pouvoir et établir leur ligne dans le parti. La seule solution pour écarter définitivement cette tendance est d'interdire ses idées. L'URSS pouvait dès lors poser comme principes constitutionnel irrévocable la nationalisation de l'industrie et l'évolution vers l'économie planifiée. Une opposition favorable à ces fondamentaux aurait pu être tolérée ; mais là encore cela aurait supposé de la bonne volonté de la part du pouvoir bolchevik militairement maître du pays pour tolérer cette opposition, bonne volonté qui en fera sourire plus d'un (encore le « despote bienveillant » diront-ils). Sauf que pour passer

d'une dictature à une démocratie avec un minimum de sincérité, il faut effectivement toujours de la bonne volonté de la part des dirigeants, faute de quoi on aura au mieux une démocratie de façade.

Mais quoi qu'il en soit, la démocratie interne, et les diverses oppositions (Ouvrière, Unifiée), sont supprimées au cours des années vingt. Les auteurs se réclamant du léninisme (et pas du « trotskisme », ce terme étant initié par les staliniens pour supposer une différence entre léninisme et bolchevisme antistaliniste) ont écrit des milliers de pages sur ces sujets.

## ► SALARIES DE LA COLLECTIVITE, ET ALORS ?

La nécessité de la souveraineté populaire dans le communisme se heurte parfois à certains raisonnements comme celui selon lequel le fait d'être salarié par l'Etat, ou même par une collectivité dirigée par des administrateurs élus (la collectivité peut très bien être une institution décentralisée, jusqu'au niveau de l'entreprise ou de la région, pas forcément « l'Etat ») asservirait le salarié. Le raisonnement semble béton : si vous êtes payés par une institution dont les dirigeants sont élus, si vous avez le tort de ne pas avoir les mêmes opinions que les élus en place, vous serez pénalisé, voir licencié, votre carrière et votre salaire seront rabaisés. Ainsi, un ou des mauvais élus, majoritaires lors de leur élection mais qui perdent leur popularité de par leur incompétence, peuvent assurer leur réélection en opprimant par le salaire une partie de la population pour la contraindre à « bien voter ».

Ce raisonnement théorique ne pourrait être tenu que par quelqu'un qui ignorerait tout de la réalité sociale française.

+ ●●● Quelle est la catégorie sociale française qui peut se mettre en grève le plus fréquemment, et qui semble la plus difficile à contraindre pour les gouvernements ? Celle des fonctionnaires. Ne tombons pas dans le cliché des discours antisyndicaux et antifonctionnaires : ceux-ci font en moyenne un million de journées individuelles de grèves par an... sur un milliard de journées ouvrables au total pour les cinq millions de membres de la fonction publique. Et tous les secteurs n'ont pas la même tendance à la grève. Cependant, la sécurité de l'emploi et l'absence de modulation du salaire individuel (en fonction du « mérite » ou d'autres critères plus incertains), qui sont dénoncés comme des « privilèges honteux » sont en fait les garanties qui annihilent le raisonnement donné plus haut : si votre salaire ne fait pas l'objet d'une appréciation au jour le jour d'un représentant du gouvernement, si vous ne pouvez vous retrouver au chômage, la pression gouvernementale contre le salarié de la collectivité est reléguée dans le domaine de l'abstraction. A l'échelle de toute une société, on ne peut évidemment pas envisager une société d'emplois fixes à vie ; à défaut d'emploi à vie, le communisme doit assurer le reclassement de ceux qui perdent ou quittent leur emploi, avec une conservation dans l'essentiel du niveau de rémunération. Si la majorité des capitaux actionnaires deviennent la propriété de la collectivité, les dividendes (si l'on reste dans le cadre d'une économie de marché) peuvent permettre le financement de l'emploi. La négociation collective des conditions de travail, d'embauche, de salaires, est plus encore une nécessité dans une économie de propriété collective que dans une économie privatisée, car si l'employeur est un représentant du gouvernement ou d'une collectivité élue, la négociation entre individus peut devenir la voie ouverte à la pression sur le salarié (ce qui pourrait aboutir à un recrutement en fonction de l'affiliation politique entre autres).



## L'argument de la liberté de la presse

Un autre raisonnement qu'ont parfois servi les anticommunistes concernent la liberté de presse : que se passe-t-il dans une économie planifiée au gouvernement démocratiquement élu si le Plan décide de ne plus fournir de papier et d'encre aux journaux d'opposition ? A cela on peut répondre de manière très simple : le Plan est contraint de respecter la liberté de presse par la Constitution. Donc on se base sur la bienveillance du pouvoir en place ? Oui, comme dans le régime capitaliste : si un gouvernement d'un pays capitaliste/ à économie de marché décide de faire interdire un journal, il peut le faire en un après-midi ; du moment que les forces de l'ordre sont avec lui, la Constitution et les droits de propriété privée ne sont plus que du papier, et le gouvernement a autant de pouvoir qu'un gouvernement planificateur. La propriété privée n'est qu'une néfaste convention qui n'existe que tant que le pouvoir veut la reconnaître ; elle n'est la garantie d'aucune liberté politique.

« Les pays du bloc de l'Est furent-ils communistes? »

### ► « LE COMMUNISME C'EST L'URSS ET SES ALLIES » :

#### UNE DEFINITION « REALISTE » ?

Outre le fait que nous verrons que l'URSS n'était pas communiste, il est absurde de définir, au nom d'un " réalisme " vaseux, une idée politique par l'évocation d'un pays. Certains diront que si une idée n'est pas appliquée dans un pays, elle n'est que discours, et qu'il ne sert à rien de parler d'une définition du communisme qui ne correspondent pas aux " tentatives " d'application du communisme, même si elles s'éloignent de l'idée originale. Ca n'a pas de sens. C'est comme dire : " le capitalisme, c'est les USA " ou " le républicanisme, c'est la France ". Si les gouvernements des USA rompaient avec le "libéralisme" économique et passaient à une administration d'une partie de leur économie, pour des motifs n'ayant rien à voir avec le socialisme (mais par exemple, pour des motifs militaro-sécuritaires) , ou si la France devenait fascisante, comment définirait-on alors le capitalisme ou le républicanisme ?

**Le républicanisme, le capitalisme, le communisme, ont des définitions objectives qui font que si une "tentative d'application" ne respecte pas l'idée originale -du communisme par exemple-, alors la " tentative " n'aura rien de communiste.** La définition du communisme donnée plus haut montre que le communisme se doit d'être un système de « propriété collective ». Qui dit propriété collective dit souveraineté populaire, nous l'avons déjà dit. On ne peut pas à la fois dénoncer la propriété collective et la dictature politique d'un petit groupe de personnes dans un même pays.



## Démocratie ouvrière en URSS?

Après avoir vidé les soviets (conseils démocratiques locaux répandus en Russie en 1917) de leur contenu, le régime de l'URSS ne peut pas être considéré comme un état démocratique. Pourtant ces soviets ont effectivement existé et fonctionné pendant les premières années de la Révolution de 1917 (après Février, mais aussi après Octobre), mais cette forme de démocratie décentralisée a été rendue caduque par la guerre civile, Qui la dirige ? Le prolétariat ? Celui-ci avait nettement étendu son pouvoir par le contrôle ouvrier dans l'industrie dès la Février 1917 ; la guerre multinationale de 1918-1921 anéantit l'industrie de l'ex-empire russe, décime la classe ouvrière, et une large part des ouvriers de 1917, pour ceux –nombreux- qui auront adhéré au Parti, se seront retrouvés dans une fonction administrative (donc sortis de la classe ouvrière) au sortir de la guerre. Après être remonté à près de six millions à la fin des années vingt, les effectifs ouvriers progresseront nettement plus encore, jusqu'à atteindre plusieurs dizaines de millions de personnes sur la fin du régime. Auront-ils droit à une démocratie ? Si une démocratie du prolétariat avait existé en URSS, il aurait fallu que l'Etat cesse toute mesure de répression politique de masse, car toutes peuvent frapper des ouvriers ou des parents d'ouvrier, et une information libre aurait pu voir le jour bien avant les années quatre-vingt.




## Les « preuves » du « socialisme » soviétique

On peut épuiser les arguments selon lesquels l'URSS aurait été socialiste. L'un des arguments les plus ridicules : « l'URSS fut socialiste parce que les inégalités sociales furent faibles ». **L'URSS n'a jamais supprimé les clivages de classe qui existaient au sein de sa population**, même si certaines classes furent diluées comme les koulaks. Et citer des exemples comme la relative faiblesse des écarts de revenus entre habitants de l'Union Soviétique a à la fois peu de valeur explicative sur les échecs économiques de l'URSS (voire la page sur les causes de la sous-productivité en URSS) et encore moins sur l'absence de démocratie –puisque la dictature politique avait commencé bien avant la construction de cette société apparemment peu inégalitaire. Et le marxisme ne réclame pas simplement une société sans classe –non réalisée en URSS- mais son accession par la dictature du prolétariat – condition pas non plus atteinte en URSS.

L'argument selon lequel l'URSS était socialiste en raison du caractère planifié de son économie est encore plus mauvais: faut-il rappeler que le modèle des bolcheviques en matière de planification fut l'Allemagne de la Première Guerre mondiale en grande partie, et va-t-on nous apprendre que le Second Reich était socialiste? **La question du capitalisme contre le socialisme n'est pas la même que celle qui oppose le marché et le Plan. Un pays capitaliste peut avoir une économie relativement planifiée, l'essentiel est que les biens restent privés et que le capital puisse être rémunéré au dépens du travail. Un pays**

**socialiste peut tolérer des rapports de marché entre entreprises collectives (autogérées ou dirigées par des élus).**

 ●●● En URSS, les entreprises ne fournissaient pas de profit et la rémunération de la nomenklatura ne pouvait donc pas en provenir. Et de toute façon, planifier l'économie d'un pays, tant qu'on ne collectivise pas les biens dans un cadre de démocratie ouvrière (c'est-à-dire une démocratie au moins pour les ouvriers, pour les autres peut-être) ne satisfait pas du tout les critères du socialisme, marxiste ou pas.

D'autres socialistes/ communistes prétendent que l'URSS ne fut pas socialiste car elle ne supprima pas l'Etat. Je ne peux approuver cet argument car je doute moi-même de la possibilité qu'un pays moderne vive un jour sans état. Ce genre d'arguments « utopistes » permet aux anticommunistes de ridiculiser la possibilité du communisme, et encore plus si on le prétend démocratique. Pour contrer ces arguments, voir la quatrième idée fausse, sur « l'utopisme » du communisme.

# « Le Communisme, c'est la dictature » ?

## 2. 2. « Pourquoi tous les pays du bloc de l'Est furent-ils des dictatures? »

### ► COMMUNISME = DICTATURE ?

L'argument traditionnel des anticommunistes sur le rapport entre communisme et démocratie est bien connu : « tous les pays 'communistes' ont été des dictatures ! ». Ceci « prouverait » qu'il est impossible de sortir du capitalisme sans que cela provoque la dictature. L'argumentation anticommuniste se complexifie ensuite : soit la dictature vient du projet même de ceux qui se réclament du « communisme » (la dictature du prolétariat est imbécilement assimilée à une dictature tout court) soit alors, raisonnement qui se veut plus subtil, l'économie planifiée et étatisée créerait « par nature » la pénurie de biens, donc le passage à la dictature serait la seule voie de secours pour le pouvoir en place (cette analyse prend complètement les faits à rebours en réalité). Comment répondre ? Comme dirait Lénine, un imbécile peut poser dix fois plus de questions que dix sages ne peuvent en résoudre. Mais des réponses il y en a :

► **Premièrement, méthodologie** : si l'on raisonne d'un point de vue logique, il faut se rappeler que ce n'est pas une collection d'exemples qui démontrent une théorie. Ce n'est pas parce que sur dix économies planifiées, on trouve dix dictatures que la onzième à venir sera une dictature pour autant. Ce n'est pas parce que l'on n'a vu que des cygnes blancs pendant des siècles qu'on ne va pas en voir des noirs, ce qui infirme la thèse selon laquelle tous les cygnes sont blancs.

► **Deuxièmement, exceptions** : il suffit donc d'une seule exception pour montrer qu'une thèse est fautive. Nous n'avons pas eu de cas d'économie planifiées démocratiques, mais la véritable définition du communisme se trouve dans la propriété collective des biens. Et là, il y a au moins des demi-exceptions : la France a socialisé le tiers de son économie au moins entre 1936 et 1981 ; la Grèce socialisante des années 70 est allée plus loin encore ; le Chili d'Allende avait emprunté cette voie, mais fut avorté par la contre-révolution pinochetiste. On pourrait aussi citer d'autres exemples de socialismes partiels en Italie ou au Portugal. Les auteurs « libéraux » ont gâché des tonnes de papier à démontrer que plus l'Etat accroît la part de sa gestion des biens ou des revenus, plus on sort de la démocratie, même si l'Etat est originellement démocratique.

+ ●●● Le cas de la Suède, social-démocrate, où ce sont moins les biens que les revenus qui sont socialisés (en 1983, en cumulant prélèvements obligatoires et emprunts publics, l'Etat et les collectivités suédoises gèrent l'équivalent de 70% du PIB national), annihile cette théorie.

A l'inverse, la propriété privée ne garantit aucunement la liberté politique: parlons-en aux tunisiens, chinois, nigériens, chiliens sous Pinochet... On ne peut démontrer à partir de quelques exemples qu'un système politique ou économique est responsable d'un phénomène que si on montre clairement le lien logique entre ce système et ledit phénomène. Mais il n'y a pas de lien entre extension de la propriété collective ou même étatique et abolitions des libertés publiques.

► Troisièmement, raisonnements bidons des anticommunistes : l'argument traditionnel cité plus haut veut que les pénuries « fatalement » provoquées par la planification engendrent la dictature pour faire taire les réclamations du peuple. C'est une inversion totale des faits.

*Une telle théorie, pour être vérifiée, supposerait qu'il ait existé des gouvernements socialistes démocratiquement élus qui auraient commencé à mettre en place des économies planifiées et auraient rencontré des difficultés économiques qui auraient obligé au passage à la dictature afin de continuer l'application du programme du gouvernement. Cela ne s'est jamais produit. En réalité, toutes les économies planifiées dictatoriales ont été dictatoriales avant d'être planifiées, ce qui fait que la planification n'explique nullement la dictature. Que ce soit en Russie, en Chine, au Vietnam, à Cuba, en Éthiopie, ou dans les colonies soviétiques d'Europe de l'Est ou en Corée du Nord, il n'y a *aucun* exemple de gouvernement socialiste démocratiquement élu qui, devant les difficultés rencontrées par son programme économique, aurait été contraint à la dictature.*



## De faux exemples de « dictatures créées par le socialisme »

▪ On pourra citer de fausses exceptions comme la Hongrie où les nationalisations commencent en 1946, réalisées par une coalition démocratique ; mais la dictature hongroise qui s'établit en 1948-1949 répond aux nécessités géopolitiques de Moscou, pas du secteur public hongrois. L'Albanie voit en 1946 la victoire d'un « Front Populaire » qui cède la place à la dictature de Hoxha ; mais la construction de l'économie planifiée commence après, et le Front Populaire n'était pas constitué que du Parti 'communiste' albanais : la dictature vient là encore de la domination militaire des hoxhaïstes, due comme en Yougoslavie à ce que les résistants de droite se sont disqualifiés pendant l'occupation italienne par une attitude ambiguë et ont été évincés par Hoxha.

▪ **Il n'y a pas, dans le monde, de cas de gouvernement socialiste-communiste élu dans des conditions d'état de droit qui aurait proclamé sa dictature pour des raisons économiques.** Ce ne fut pas le cas au Chili en 1970 (et ce malgré les vomissements d'un Jean-François Revel qui affirme qu'Allende aurait rendu « formels » les droits de ses adversaires –qui ont cependant le droit de gagner les élections au printemps 1973). Un autre vrai-faux exemple de « dictature socialiste » est le cas du Guyana: le président Forbes Burnham , initialement élu, instaura progressivement un

régime autoritaire; mais ceci ne doit pas occulter qu'il avait été porté au pouvoir par une intervention occidentale soucieuse d'éviter que ses opposants plus à gauche que lui ne fassent réellement du Guyana un pays socialiste.

- Pour ceux qui voudraient plus de détails sur les dictatures « socialistes » d'Afrique et d'Amérique latine, je propose ce [lien](#), qui passe en revue ces régimes et montre que la logique fut la même: la dictature avant le programme économique, disqualifiant une fois de plus la thèse anticommuniste.

- Les pénuries dans les économies planifiées sont nettement plus des *conséquences* de la dictature, donc de l'irresponsabilité des dirigeants, engendrant des gaspillages et des choix industriels privilégiant la force armée. Il existe plusieurs secteurs planifiés en France (l'électricité, le transport ferroviaire, l'éducation...) qui fonctionnent assez bien, parce que si ce n'était pas le cas, le gouvernement en place serait assuré de tomber. **La vérité, ce n'est pas « pénuries et gaspillages donc dictature » mais « dictature donc gaspillages et pénuries ».** Autrement dit, les auteurs antisocialistes et anticommunistes qui, depuis le XIXème siècle, nous « démontrent » que le socialisme ne mène qu'à la dictature, et clament que l'histoire du XXème siècle a « pleinement vérifié » leur thèses ont encore gâché des tomes pour rien : le XXème n'a rien démontré de leurs thèses.

► **Quatrièmement, *biais rhétorique*** : parmi les « pays communistes » où la « révolution » aurait « infailliblement viré à la dictature », on nous ressort souvent la RDA, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Mongolie, Afghanistan, Corée du Nord... En oubliant que dans tous ces pays il n'y a pas eu de révolution (sauf en Allemagne et en Hongrie, mais en 1919) dans la période 1945-1950. **La dictature est le résultat de la présence de l'Armée Rouge, donc du pouvoir soviétique.** Ce qui ne signifie pas que les staliniens locaux ne soient pas responsables d'exactions et qu'ils n'aient été les principaux protagonistes de l'instauration de la dictature ; mais sans la force soviétique, leur prise du pouvoir est impossible.



## Pourquoi la satellisation de l'Europe centrale?

- Et même plus : la présence de l'Armée Rouge force logiquement le pays occupé à devenir une dictature. Pourquoi ? Parce qu'une démocratie, même avec une coalition socialiste-communiste élue au pouvoir, va forcément se heurter à la contestation interne de l'URSS dictatoriale, surtout dans des pays où l'Armée Rouge a commis des exactions comme en Pologne ou Hongrie.

- En plus de cela, la démocratie présente le risque de prise du pouvoir par la droite (ou des socialistes modérés). L'URSS ne peut donc tolérer que les pays qu'elle occupe (re)deviennent des démocraties, car cela signifie perdre les territoires en question.

- **Si les dirigeants des Partis 'communistes' d'Europe de l'Est avaient refusé la prise dictatoriale du pouvoir, ils auraient certainement été purgés et remplacés**

(cf. le destin du « Printemps de Prague »). Mais Staline n'a pas eu à se donner cette peine : il a trouvé des collaborateurs dans tous les pays en question. Car il est toujours tentant de devenir oligarque quand on vous tend le pouvoir. Cela n'a rien de propre au mouvement stalinien : les USA ont trouvé de nombreux partenaires pour créer des dictatures « nationales » anticommunistes en Amérique latine.

Au passage, à ceux qui objecteront qu'en Roumanie et Bulgarie il y eut des soulèvements antifascistes avant l'entrée de l'Armée Rouge sur le territoire de ces états, cela ne peut cacher que les antifascistes n'étaient pas tous membres du Parti-plus-ou-moins-communiste, et que de toute façon l'occupation de ces états par l'Armée Rouge empêche toute libéralisation (au sens politique) des régimes bulgares et roumains. Plutôt que de chercher des déterminants idéologiques, des raisons bien plus terre-à-terre amènent des gens à prendre le pouvoir quand l'occupant le leur propose, car un occupant à toujours plus intérêt à s'aider de collaborateurs pour masquer le caractère étranger du pouvoir (c'est aussi ce que font les régimes fascistes, et jadis couramment les régimes monarchiques/ coloniaux).

► **Cinquièmement, le déroulement des révolutions** : en question : en enlevant les fausses révolutions d'Europe de l'Est, d'Afghanistan, Mongolie ou Corée du Nord, il reste cinq révolutions originales en Eurasie : en Russie, en Chine, au Vietnam, en Yougoslavie et Albanie. On peut éventuellement rajouter le Laos (où on ne peut pas ignorer la présence de l'armée vietnamienne dans les années 70).



## Des guerres révolutionnaires

On peut faire des constats simples :

- **en Chine et au Vietnam, la prise du pouvoir par le Parti est l'issue d'une guerre civile (contre le Kuomintang) et d'une guerre coloniale (contre la France puis les USA et le régime fantoche sud-vietnamien) ou d'une guerre de résistance au fascisme (Yougoslavie, Albanie).**

- Le cas de la Révolution russe est plus particulier (Voir la partie 2.4 de la deuxième idée fausse).

- On peut aussi relever le cas de Cuba, dont le leader n'est pas le chef du Parti Communiste Cubain en 1959, qui tente avant tout de construire une économie indépendante des USA, et qui se rapproche de l'URSS lorsqu'il voit que les USA ne le laisseront jamais en paix. Les centaines d'attentats perpétrés contre Cuba et le sort d'Allende, de Mossadegh, des sandinistes ne seront pas pour lui prouver le contraire.

Ensuite on a les états marxistes-léninistes africains, sur un continent où les coups d'états se succèdent par dizaines, qu'ils soient pro-'communistes' comme en Ethiopie en 1975 ou anti-socialiste comme l'élimination de Lumumba en 1965. L'Angola et le Mozambique sont ravagées par des mouvements rebelles soutenus par les USA et l'Afrique du Sud, à tel point que les (plus ou moins) marxistes du MPLA (Angola) et Frelimo (Mozambique) gagnent les élections organisées au début des années 90 ! Notons qu'en Angola, l'UNITA anticommuniste rejettera le verdict électoral et relancera la guerre en 1992 : quels démocrates !

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de cette série d'exemples?

▶ En réalité, les régimes marxistes se sont nettement plus construits au dépens de dictatures adverses que contre des démocraties.

Avoir lutté contre un adversaire qui veut votre mort ne justifie pas forcément l'établissement de la dictature, mais l'explique assez largement, en dehors des déterminants idéologiques : les guerres d'indépendances (en Algérie, Indonésie également) débouchent volontiers sur des régimes autoritaires, et plus encore les guerres civiles (voir aussi les cas de l'Espagne, la Grèce, les Congo, etc...). **Un pouvoir issu de la force militaire est toujours tenté d'éviter de donner à leurs adversaires la possibilité de reprendre par les urnes le pouvoir perdu sur le champ de bataille**, ce qui rendrait inutiles a posteriori les sacrifices militaires endurés pendant le conflit.


« Ce n'est pas parce que l'on renverse une dictature que l'on a le droit d'instaurer sa dictature » diront les puristes; dans l'absolu moral (ou dans « le ciel des idées » pour paraphraser Adler) c'est juste, mais dans la pratique, **lorsque l'on a combattu un régime dictatorial ou d'occupation, on n'a pas envie de rendre le pouvoir par les urnes pour que des anticommunistes prennent légalement (ou non) le pouvoir puis instaurent éventuellement une dictature**, sur le modèle des dictatures espagnoles, grecques, indonésienne (Suharto commence son règne par le massacre de 500.000 communistes en 1965), du Kuomintang (qui rompt avec les maoïstes en 1927 et les liquide à Shanghai), du nazisme allemand (qui fit interdire le KPD dès 1933).

▶ La première idée «totalitaire» des marxistes et autres se réclamant du communisme, c'est de tirer avant qu'on leur tire dessus. Il ne s'agit pas de justifier l'instauration de ces dictatures, mais de montrer qu'elles ne sont nullement la conséquence des idées socialistes ou marxistes (car de toute façon le marxisme parle de dictature du prolétariat, pas de dictature tout court): **pour ces régimes, instaurer la dictature (et donc la répression), c'est avant tout se protéger contre le retour d'éventuels adversaires au pouvoir**. Nous ne parlons même pas des états occupés par l'Armée Rouge où l'instauration de la dictature répond aux intérêts de l'URSS; nous ne parlons que des révolutions issues du pays même. A ceux qui diront: « quel est l'intérêt de se battre contre le fascisme si c'est pour soutenir l'instauration d'une autre dictature ensuite? », on répondra: « quel est l'intérêt d'avoir les armes entre les mains plutôt que de se faire tirer dessus? »; et de toute façon, toutes les dictatures ne se valent pas. La victoire du stalinisme sur le nazisme est une bonne chose pour l'humanité, des textes sont déjà consacrés à cela (voir *Quel jugement porter sur Lénine?* en bas de la page de l'Anti-Site Noir du Communisme).

## ▶ Le fascisme, contrairement au bolchévisme, crée sa dictature alors que rien ne le menace


- Deux réflexions s'imposent alors: **la différence entre les fascismes et le « communisme » apparaît encore plus nette**: tous les fascismes, qu'ils soient allemand, italien ou espagnol, ont renversé des démocraties pour installer leurs dictatures. Les régimes

se réclamant du marxisme se sont construits aux dépens d'autres régimes autoritaires, le plus souvent contre le fascisme.

 ●●● La brève période de « démocratie » qui eut lieu entre 1945 et 1950 dans les pays occupés par l'Armée Rouge fut un simulacre pour permettre une arrivée au pouvoir en apparence légale des partis prosoviétiques; en réalité, le passage à l'état de « démocratie/république populaire » était inéluctable dès 1944-1945 avec l'avancée de l'Armée Rouge. C'est surtout au détriment du fascisme que l'URSS a acquis la moitié de l'Europe, afin de constituer son glacis protecteur (à une époque où, jusqu'en 1949, elle ne possède pas l'arme atomique), et qu'elle garde en rémunération pour le sacrifice très élevé de sa lutte contre le fascisme (27 millions de morts en URSS).

**Les fascistes instaurent la dictature alors que rien ne le menaceraient s'ils conservaient la démocratie;** Hitler aurait pu rester un chancelier plutôt qu'un Führer, il avait peu de chances d'être renversés par les communistes minoritaires en Allemagne. **Les « régimes communistes » ont presque toujours fait face à des adversaires dont le retour au pouvoir aurait menacé les mêmes communistes.**

## Les capitalistes sont démocrates tant qu'ils gagnent les élections

 ●●● La seconde réflexion, c'est que nous, français, habitants du Bénélux, italiens, et ouest-allemands, avons bénéficié d'une situation privilégiée en n'ayant pas à nous libérer nous-mêmes. On peut s'étonner que dans les pays comme la Yougoslavie et l'Albanie, les partisans qui ont vaincu l'envahisseur ont ensuite instauré leur dictature, et les anticommunistes de titrer « un totalitarisme chasse l'autre ». Mais qu'en aurait-il été si la France, par exemple, s'était libérée par elle-même? Outre le fait que le bilan humain aurait été beaucoup plus lourd, le sort de la démocratie en France aurait reposé entre les mains des factions diverses de la Résistance: les communistes d'un côté et les autres. Les deux camps auraient pu prétexter de bonnes raisons pour déclencher ensuite une guerre civile et une dictature ensuite: « menace du communisme » pour les uns, et menace d'un nouveau fascisme anticommuniste pour les autres. La grande chance des anticommunistes fut que nous ayons été libéré par les anglo-saxons. Ceux-ci peuvent se permettre de laisser la France devenir une démocratie, du moins tant que les communistes sont minoritaires. Même s'il était arrivé qu'un parti d'anciens collaborateurs de l'Allemagne fut parvenu au pouvoir (et certains hauts fonctionnaires collaborationnistes sont restés en place), les anglo-américains ne sont de toute façon pas en danger, tant que la France reste anticommuniste. Mais surtout, la présence des armées alliées, entre autres causes, oblige le PCF à désarmer (pour ceux qui ne le feront pas, en Grèce par exemple, et tenteront la révolution, les alliés participeront à leur écrasement). A l'Est, à l'inverse, les PC ont été minoritaires à toutes les élections libres d'après-guerre: pour Moscou, le seul moyen de garder le terrain est d'instaurer la dictature.



**A l'Ouest, le camp capitaliste peut prétendre conserver la démocratie, sauf quand ses adversaires peuvent arriver au pouvoir par les urnes:** hors du Chili d'Allende, un bel exemple est la Grèce. Après avoir repoussé les « totalitaires » communistes en 1947, les « défenseurs de la démocratie », et leurs alliés « démocrates » britanniques, instaurent une démocratie, où le *Parti Communiste grec est interdit*, mais qui sera interrompue dix-huit ans plus tard par la dictature des Colonels en 1967. Les communistes grecs avaient refusé le désarmement et lancé la guerre civile car ils pensaient que même s'il y avait une phase de démocratie initiale, une dictature anticommuniste pourrait toujours revenir, la seule solution pour la prévenir étant pour eux de prendre le pouvoir. Dix-huit ans après la fin de la guerre civile en 1949, leurs prévisions sont confirmées. La démocratie sera rétablie en 1974, la « menace communiste » ayant été balayée depuis longtemps. **Les anticommunistes sont démocrates tant que cela les arrange; dès que le sort des urnes menace de ne plus être en leur faveur, le discours change. N'oublions pas Kissinger à propos du Chili: « Je ne vois pas pourquoi nous devrions rester tranquille quand un pays devient communiste à cause de l'irresponsabilité de son propre peuple ». La réalité d'un monde capitaliste « démocratique » contre un bloc soviétique totalitaire ne correspond pas exactement à la réalité: le capitalisme est une idéologie aussi implacable que les autres, tant que les pro-capitalistes sont majoritaires, il y a démocratie, tant que cela risque de changer, on instaure une barrière de dictatures pour endiguer le socialisme: Grèce, Indonésie, Congo-Zaïre, Pakistan, Chili, Vietnam du Sud...**

C'est justement parce qu'ils savaient ce qui les attendaient en cas de retour des capitalistes que les marxistes yougoslaves, albanais, vietnamien, chinois, ont instauré la dictature. On est libre de condamner les exactions de ces dictatures: on l'est moins de ressortir le grand discours de la liberté contre le totalitarisme.

# « Le Communisme, c'est la dictature » ?

## 2. 3.bis. Liste datée des dictatures « socialistes » d'Afrique ou d'Amérique latine

 **En Afrique et en Amérique latine, pas plus qu'ailleurs, le socialisme ne provoque la dictature**

L'histoire du bloc de l'Est eurasien est nettement plus connue que celle des régimes « socialistes » d'Afrique et d'Amérique latine, à quelques exceptions comme Cuba ou l'Éthiopie. Les anticommunistes, eux, relèvent souvent ces régimes comme autant d'exemples pour appuyer leur théories comme quoi le socialisme ne saurait déboucher que sur la dictature. J'ai donc voulu établir une liste brièvement commentée de 22 régimes africains et latinoaméricains, pour montrer que **dans la plupart des cas, la théorie anticommuniste-droitière est fautive. L'instauration du « socialisme » économique (suppression de la propriété privée, planification...) est postérieure à l'instauration d'une dictature, et donc que le socialisme n'explique pas la dictature.**



### D'autres faux exemples de « dictatures dues au socialisme »

Quelques états restent cependant dans une position ambiguë: ainsi le Nicaragua sandiniste n'a probablement pas été un état totalitaire, l'opposition -même hors contras- n'y a pas été éliminée.

Au **Guyana**, un faux cas de « socialisme arrivé par les urnes puis qui impose sa dictature » doit être démasqué: le régime de Forbes fut un régime de substitution pour éviter l'arrivée au pouvoir de gens plus à gauche que lui. En Afrique, six pays semblent également avoir connu une arrivée « légale » de politiciens à discours socialisants au pouvoir suivie d'une dictature: en Guinée, au Ghana, au Mali, en Guinée-Equatoriale, en Tanzanie, au Zimbabwe où Mugabe sévit toujours.

Mais **en Guinée**, équatoriale ou pas, le passage à la dictature fut très rapide, dans un temps trop court pour que l'on puisse parler d'un échec de la politique économique qui aurait suscité la dictature comme seul moyen de contenir le mécontentement populaire.

**En Tanzanie**, il y avait déjà un parti unique dans les deux régions du pays (Tanganyika et Zanzibar) avant même le lancement du « socialisme à la tanzanienne » en 1967. Le parti unique n'est pas en soit la fin de la démocratie, si le parti a lui-même un fonctionnement

démocratique, mais il n'y avait déjà plus état de droit dans le pays, ce qui n'était également plus le cas **au Ghana** dans les deux ans qui suivirent l'arrivée au pouvoir de Nkrumah.

**Le cas du Mali de Modibo Keita** est plus intrigant, c'est le seul pays qui semble un peu correspondre à la théorie anticommuniste, mais à certaines nuances près. D'abord que le parti unique malien avait été créé par accord entre Keita et ses opposants, dès l'indépendance du pays; ensuite que l'enfermement d'opposants comme Sissoko avait pour motif des désaccords non sur les nationalisations et créations de sociétés d'Etat mais sur l'instauration du franc malien. Ensuite parce que Keita n'a pas instauré de régime totalitaire sur son pays, qu'il ne maîtrisait pas l'armée qui finit par le renverser en 1968. Keita avait suspendu la constitution en 1967, mais dans un contexte particulier: outre le mécontentement interne dû aux échecs du socialisme malien, Keita savait aussi ce qui était arrivé en 1965 à Lumumba au Congo, ainsi que le renversement de Nkrumah au Ghana en 1966, lui faisaient clairement comprendre ce qu'il risquait.

Un cas encore plus « gros » est **le Zimbabwe de Robert Mugabe**. Celui-ci lance au début des années 2000 une « réforme agraire » qui ruine l'agriculture de son pays. Mais qu'on ne s'y trompe pas: les scrutins truqués et les affrontements sanglants entre factions zimbabwéennes faisaient déjà partie du cursus de Mugabe depuis les années 80 et 90, pendant lesquelles Mugabe a régné sur un pays qui, de part la domination blanche sur l'agriculture, était resté un pays capitaliste, en dépit de la rhétorique « marxisante » du président. D'ailleurs, le projet de réforme ne consistait pas en une collectivisation mais en une redistribution au profit de personnes privées, notamment les vétérans de la lutte contre le colonialisme et le régime d'apartheid des années 70. Dans les faits, ce fut une opération de confiscation des terres par un régime qui était déjà autoritaire bien avant d'appliquer son « socialisme ».

## ► Dictature au nom du socialisme ou dictature pour ne pas être renversé à son tour?

Il faut en effet préciser un certain contexte africain de la guerre froide, que n'a jamais connu l'Europe, et qui, sans faire de misérabilisme ou de tiers-mondisme, n'est pas uniquement (voir globalement pas) imputables aux africains. L'Afrique a été le terrain d'affrontements entre deux puissances qui lui étaient étrangères, et a surtout été le théâtre de dizaines de coups d'état ou de tentatives de coup d'état, aussi bien commis par des pro-soviétiques (Éthiopie 1974, Bénin et Madagascar en 1974...) qu'anticommunistes (Congo 1965, mali 1968, Soudan 1971 –au Soudan, marxistes et antimarxistes ont cohabité dans une même coalition avant que les antimarxistes n'éliminent leurs adversaires), ainsi que de guerres entre états (Ethiopie contre Somalie, Tanzanie contre Ouganda... tous ces pays avaient pourtant des liens avec l'URSS!). L'Europe des démocraties populaires n'a pas connu une telle instabilité. Même si les états « marxistes-léninistes » africains n'étaient pas occupés par l'Armée Rouge (même si certains états comme Madagascar ou la Somalie octroyèrent des bases navales à l'URSS), le passage à la dictature devenait rarement évitable, car toute opposition –surtout au sein de l'armée-, devient une source de putsch potentiel, et ce plus encore si le régime est lui-même issu d'un coup d'état (Kérékou, président de la République Populaire du Bénin, a essayé quatre tentatives de renversement).

De fait, on a vu aussi des régimes anticommunistes comme celui de Mobutu mener une politique de nationalisations pour rendre, dans les discours, leur pays « indépendant » de l'extérieur, mais aussi, pour des raisons plus prosaïques, comme l'enrichissement personnel. Là encore, il n'y a pas de « déterminisme » africain à ce que les chefs d'Etat accaparent les

revenus nationaux pour leur(s) propre(s) compte(s) bancaire(s), l'exemple du philippin Marcos le montre.

**Ce qui est différent en Afrique, c'est la rapidité avec laquelle un gouvernement peut être balayé, ce qui incite logiquement (bien que ce soit scandaleux) à se servir le plus vite possible, et le meilleur moyen pour cela étant de placer les entreprises, le fisc comme l'Etat sous sa tutelle personnelle, que l'on se réclame de la gauche ou de la droite. Nourrir des alliés au sein du pays, des « clans » et se donner une base sociale nécessite aussi de financer des masses de fonctionnaires, même en dehors de toute utilité, dans des pays où les partis politiques constitués ne mobilisent (sincèrement) que peu de gens.**

Le but n'est pas ici de justifier que l'on instaure des dictatures à tout bout de champ, mais il importe de comprendre une donnée de base de la politique de la guerre froide en Afrique ou en Amérique latine (qui n'a pas grand-chose à envier à l'Afrique en terme de coups d'Etat) est que si vous instaurez une démocratie réelle, vous risquez de ne pas faire de vieux os. Pour les marxistes-léninistes, il est évident que la construction démocratique du socialisme est impossible (ou du moins, pour parler dans leurs termes, la construction « démocratique bourgeoise ») et que seul le recours à la violence leur permet non seulement de vaincre mais de survivre. Je ne partage pas cette idéologie, mais il était vrai que **construire une démocratie dans l'Afrique de la guerre froide était été particulièrement difficile, sauf à tenir en main fermement les forces armées... ce qui est généralement plus à la portée des dictateurs.**

## ► Le cas du « socialisme arabe »

Plusieurs pays arabes ont connu des régimes se revendiquant du socialisme, qu'il s'agisse de l'Algérie du FLN, de la Libye kadhafiste, l'Egypte nassérienne, la Syrie et l'Iraq baasistes, le « Yémen populaire »... Il faut rappeler plusieurs points: ces régimes succédèrent souvent à d'autres régimes dictatoriaux: lutte contre le colonialisme en Algérie et Yémen, renversement de monarchies en Libye, Egypte, Iraq, parti Baas qui succède à une série de régimes militaires en Syrie. Là encore, il ne s'agit pas de dire qu'avoir combattu une dictature autorise à y pratiquer la sienne, mais de rappeler que ces régimes n'ont jamais commencé démocratiquement, le « socialisme » revendiqué ne peut avoir généré la dictature. Ce « socialisme arabe » a aussi la particularité de se distinguer du socialisme « marxiste », en revendiquant son nationalisme et l'attachement à la religion (ce point n'est pas toujours appliqué, en témoigne la différence entre l'Iraq laïque de Saddam Hussein et la « populocratie » islamique de Kadhafi). La nationalisation des industries tient plus au nationalisme (créer une économie indépendante de l'étranger, fut-ce sous la coupe d'un état bureaucratique) qu'à des idéaux de propriété collective, mais il faut aussi souligner qu'en présence d'états qui ont des larges réserves naturelles (pétrole, gaz surtout), la possession par l'état de ces secteurs-clés des exportations est tout à fait naturelle, et surtout si les bénéfices peuvent financer l'industrialisation du pays.

**+** ● ● ● Notons que dans ces états il y eut aussi une résistance se réclamant du communisme (le Parti Communiste Irakien, persécuté par Saddam), et que les crimes commis par ces régimes relèvent largement du nationalisme, de la querelle religieuse et ethnique (guerres répétées contre Israël, 1948, 1967, 1973...) et des représailles militaires (massacres de harkis par le FLN à partir de 1962). L'opposition envers Israël –et inévitablement son soutien américain– facilitait aussi grandement la proximité avec l'URSS, fournisseuse d'armes, et aussi le soutien idéologique –l'idéologie d'un régime se corrélant assez bien avec celle de ses appuis internes et externes. Les anticommunistes seraient également mal inspirés de voir dans

les crimes de Saddam des « crimes du socialisme », alors que la grande majorité de ses victimes sont des kurdes ou des chiïtes réprimés en tant que tels, ou des victimes de la guerre de conquête qui l'opposa à l'Iran de 1980 à 1988.

PAYS	DEBUT DE REGNE	FIN DE REGNE	LEADER	ACCESSION AU POUVOIR	REGIME PRECEDENT	COMMENTAIRES
<b>Afrique</b>						
Ghana	mars-57	février-66	Kwame Nkrumah	Légale/démocratique	Colonialisme	Nkrumah prend des mesures de restriction du droit de grève et le Preventive Detention Act, qui permet des arrestations arbitraires, dès 1958, soit un an à peine après l'indépendance du Ghana. Il se proclame président à vie en 1964.
Guinée	octobre-58	mars-84	Sékou Touré	Légale/démocratique	Colonialisme	Elu président à 99% en Janvier 1961, 2 ans 3 mois après l'indépendance, Touré instaure rapidement un régime de parti unique, et se rapproche de l'URSS en réponse aux tentatives de renversement qui auraient été organisées par De Gaulle et Foccart.
Mali	juillet-60	novembre-68	Modibo Keita	Légale/démocratique	Colonialisme	Les deux principaux partis politiques (RDA de Keita, PPS conservateur) avaient fusionné en 1959, avant l'indépendance. Keita fait emprisonner son principal opposant Sissoko pour des différends sur la création du franc malien voulu par Keita. La question de savoir s'il a réellement instauré une dictature ou plus encore un régime totalitaire est controversée.
Togo	janvier-67	'''	Gnassingbé Eyadéma & fils	Coup d'Etat	Présidentiel issu d'un coup d'état (fomenté en 1963 par Eyadéma)	Chef d'état-major des armées togolaises depuis 1965, Eyadéma cumule les postes peu après son coup d'état de Janvier 1967. Il reçoit le soutien de la France, notamment contre les "manigances" ghanéennes et burkinabés. Son parti, le RPT, est parti unique en 1969. Il rétablit un multipartisme de façade en 1991, et son fils lui succède en 2005.
Congo-Brazzaville	décembre-69	août-92	A. Massamba-Débat, M. Ngouabi, Y.Opango, D. Sassou-Nguesso	Coup d'Etat	Présidentiel...socialiste!	Orientation socialiste proclamée mais peu réalisée par le président Massamba Débat, qui pourtant installa un régime autoritaire dès son arrivée au pouvoir, et fut démis en 1969 par des membres de son armée.
Bénin	novembre-74	mars-91	Mathieu Kérékou	Coup d'Etat	Militaire	Le régime de Kérékou prend le pouvoir après une valse des généraux régissant le Bénin depuis 1972; il élimine ses opposants et connaît quatre tentatives de coup d'état, Il accepte les plans du FMI à partir de 1987, et renonce au marxisme-léninisme en 1990, et perd les élections l'année suivante. Il n'en est pas moins réélu deux fois président du Bénin en 1996 et 2001.

Burkina Faso	août-83	octobre-87	Thomas Sankara	Coup d'Etat	Militaire	Sankara est d'abord Premier ministre dans un gouvernement militaire, avant d'être démis par le président, qu'il renverse aussitôt avec une partie de l'armée.
Guinée-Equatoriale	oct-68	août-79	Francisco Macias Nguema	Légale/démocratique	Colonialisme	Elu en Août 1968, Macias Nguema instaure le parti unique en 1970, la présidence à vie en 1972. Il sera remplacé pour démesure en 1979. 50.000 personnes sont mortes de son régime.
Guinée-Bissau	sept-74	1994	Luis Cabral & JB Vieira	Guerre d'Indépendance	Colonialisme	Le Parti pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) fut fondé en 1956, et commença à combattre le régime colonialiste salazariste en 1959; il hérite du pouvoir après le départ du colonisateur en 1974. En 1980, un coup d'état en Guinée-Bissau met fin à la possible unité entre les deux pays.
Cap-Vert	juil-75	sept-90	Aristides Pereira	Guerre d'Indépendance	Colonialisme	
Angola	nov-75	mars-91	Agostinho Neto & Eduardo Dos Santos	Guerre d'Indépendance	Colonialisme	Trois partis revendiquaient l'indépendance de l'Angola avant 1975; la coalition qu'ils formèrent avant l'indépendance éclata vite en guerre civile, avec le soutien des deux blocs. La guerre est aussi largement ethnique (MPLA Mbundu, UNITA Ovimbundu). Le FNLA accepte le multipartisme en 1991, et gagne les élections l'année suivante. Mais refusant le résultat, l'UNITA préfère relancer la guerre civile. En 1977, une tentative de putsch au sein du MPLA provoqua une répression liquidant 20,000 à 50,000 personnes. Le conflit angolais a fait au moins 500,000 morts.
Mozambique	avr-74	nov-90	Samora Machel	Guerre d'Indépendance	Colonialisme	De 1964 à 1974, quelques milliers de guérilleros du FRELIMO prennent la capitale, alors que le Portugal abandonne ses colonies. En 1976 apparaît la RENAMO, mouvement anticommuniste soutenu par la Rhodésie et l'Afrique du Sud. Incontestablement provoqué par la RENAMO, le conflit aurait fait 900,000 morts de 1974 à 1990.
Sao Tomé et Principe	juil-75	juin-05	Manuel Pinto da Costa	Coup d'Etat	Colonialisme	Sans qu'il y ait eu de véritable guerre d'indépendance, le colonisateur portugais abandonne le pouvoir au MLSTP, qui se proclame parti unique aussitôt.

Zimbabwe	avr-80	''''	Robert Mugabe	Légale/démocratique	Colonialisme	Le Zimbabwe connut un régime blanc de 1970 à 1979, repassa sous contrôle britannique en 1979, puis redevint indépendant en 1980. Bien qu'ayant un président noir à la rhétorique marxisante en la personne de Mugabe, le pays resta un état capitaliste à l'agriculture dominée par des propriétaires blancs. Mugabe enchaîna les scrutins frauduleux, en 1990, 1995 et 2000. Réclamée par les vétérans, la réforme agraire devait avoir pour but non d'établir une agriculture collectivisée, mais une redistribution des terres à des personnes privées. Dans les faits, la redistribution par un régime autoritaire provoqua la crise agricole.
Tanzanie	déc-61	1985	Julius Nyerere	Légale/démocratique	Colonialisme	La Tanzanie se compose de deux régions (Tanganyika et Zanzibar), la seconde ayant été le plus vite imbriquée dans un système de parti unique et de état de non-droit. L'ensemble de la Tanzanie est cependant sous parti unique en 1965, alors que le "socialisme à la tanzanienne" n'est proclamé qu'en 1967.
Madagascar	1976	1993	Didier Ratsiraka	Coup d'Etat	Militaire	Premier coup d'état militaire en 1972, et après plusieurs années de valse des généraux, Ratsiraka prend le pouvoir, et instaure un parti unique, l'AREMA. Chassé du pouvoir en 1993, il revient par les urnes en 1997.
Ethiopie	1974	1991	Mengistu Haïlé Mariam	Coup d'Etat	Régime féodal	Le négus est déposé en septembre 1974, le Conseil national militaire (DERG). Les militaires commencent déjà les exécutions en 1974 avant même de lancer un programme "socialiste". Le pays devient "démocratie populaire" en 1976, dirigé par Mengistu dès 1977.
Somalie	oct-69	janv-91	Siad Barre	Coup d'Etat	Démocratie...de classe	Le pays connaît deux présidents élus entre 1960 et 1969, mais dans un pays largement analphabète. Des militaires prennent le pouvoir en 1969 et choisissent le camp de l'URSS l'année suivante.

### Amérique latine

Guyana	mai-66	1985	Forbes Burnham	Démocratique,,,"forcée"	Colonialisme	La Grande-Bretagne était intervenue pour renverser le gouvernement élu de Cheddi Jagan de 1953, suspecté d'être trop à gauche. Le parti de Burnham, issu du PPP de Chagan, pris le pouvoir en 1966, fit des élections contestées en 1973, se dirigea vers l'autoritarisme pour contrer ses adversaires de gauche. Les divisions de partis recouvrent surtout des clivages ethniques (hindous du PPP contre afro-guyaniens)
Pérou	oct-68	1980	Juan Velasco Alvarado et Francisco Morales Bermudez	Coup d'Etat	Démocratie	Les militaires qui ont pris le pouvoir de 1968 à 1980 ne représentaient pas l'opposition marxiste (APRA) qui gagna démocratiquement le pouvoir en 1985.
Nicaragua	juil-79	févr-90	Daniel Ortega	Guerre de résistance à une dictature	Dictature	Les sandinistes renversèrent en 1979 le sanglant régime pro-USA de Somoza. Il eut rapidement à faire face aux Contras anticommunistes, soutenues par Reagan, constituées de déçus du sandinisme et de somozistes. La nature "totalitaire" du régime sandiniste est discutable: aux élections de 1984, plusieurs partis d'opposition purent se présenter. mais les sandinistes furent accusés d'avoir réprimés l'opposition de droite, mais le principal opposant, Arturo Cruz, aurait aussi reçu des pressions de Reagan pour se retirer de la course. Après une décennie de guerre, Daniel Ortega finit par perdre les élections contre une ancienne membre du premier gouvernement sandiniste, Violetta Chamorro.
Cuba	janv-59	?	Fidel Castro	Guerre de résistance à une dictature	Dictature	Il est important de rappeler que Fidel Castro ne se considérait pas originellement comme communiste lui-même, et n'était pas membre du PC cubain, qui lui était même plutôt hostile jusqu'à sa prise du pouvoir. Mais les nationalisations (dont le but était de constituer une économie indépendante des USA) s'opèrent dans l'année 1959, après les premières purges, et Cuba est déclarée République socialiste en mai 1961.

## « Le Communisme, c'est la dictature » ?

### 2. 4. « Peut-on parfois justifier le recours à la dictature? »

► La thèse défendue dans cette page est pour le moins délicate, et moi-même la présente avec précaution. Je suis convaincu qu'il existe des cas historiques où il est juste de passer à l'action violente, voire à l'instauration de la dictature, même temporairement, car ne pas le faire reviendrait à prendre le risque de laisser mourir plus de gens. C'est bien sûr à chaque fois un avis difficile à porter, mais affirmer que la démocratie est toujours la seule voie à suivre et que s'en dévier est une monstruosité est tout aussi idéologique, incertain, infondé. Je ne peux me contraindre à dire « toujours rester démocrate ! » si ma propre conscience me dit qu'il est possible que des catastrophes peuvent arriver en démocratie, et que l'interruption de celle-ci est parfois nécessaire. Se forcer à dire le contraire ne serait que « bien-pensance » ou angélisme.

Nous allons d'abord voir pourquoi la dictature bolchevique en URSS pouvait se prévaloir de justifications, et ensuite dans quels cas, en général, on peut s'autoriser à ne plus être démocrate.

## ► LE CAS SOVIETIQUE: POUVAIT-IL Y AVOIR UNE DEMOCRATIE SOCIALISTE EN URSS ?

On peut se demander si l'URSS, et donc les huit régimes qu'elle engendra à l'étranger – en Europe de l'Est, Mongolie, Corée du Nord, et neuf si l'on compte la Yougoslavie- *pouvait* se permettre d'établir la démocratie sur son sol. N'oublions pas qu'à partir de mai et même avril 1918, avant même la première vague de terreur bolchevique (que *Le Livre Noir du Communisme* situe en Septembre 1918), le pouvoir bolchevik est confronté à une vague d'assauts déclenchant, par l'action des armées blanches, des forces étrangères ou de l'opposition interne. **Dans un pays en guerre, surtout si son sol est occupé, il ne peut y avoir de démocratie.** Cela ne justifie pas une série d'exactions qui auront lieu pendant la guerre civile ; **le rétablissement de la démocratie, avec des élections libres aux soviets, aurait non seulement provoqué la mise en cause des bolcheviks pour leurs actions et exactions, et surtout auraient permis à l'opposition de gagner par les urnes ce qu'elle n'a pas eu par les armes –ce qui, pour les bolcheviks, aurait été d'autant moins tolérable qu'en mai-juin 1918, ce sont bien les socialistes-révolutionnaires, principaux opposants, qui ont rallié la contre-révolution à la suite de l'insurrection des légionnaires tchèques ;** il n'y a pas eu de plan d'extermination des « S-R » fomenté par Lénine et qui aurait provoqué la guerre.

+... Cela *justifie-t-il* le maintien de l'hégémonie du Parti Bolchevik ? Du point de vue de la pure morale, probablement pas. Un zélé démocrate vous dira que si le Parti socialiste-révolutionnaire représente la majorité du peuple (il avait obtenu plus de la moitié des suffrages exprimés en décembre 1917), alors il est juste que, même après une guerre civile, le pouvoir bolchevik laisse les soviets être réélus librement et les SR l'emporter s'ils sont majoritaires. Sauf que ces gens ont volontairement pris part à une guerre dès le printemps 1918, où, pour contester l'autoritarisme bolchevique, ils ont renforcé une guerre où près d'un million d'hommes de l'Armée Rouge vont périr, et des centaines de milliers de « blancs ». Cette guerre dévastera l'appareil sanitaire du pays, ce qui, cumulé au blocus sanitaire occidental et aux flux de réfugiés, alimenteront des épidémies qui feront plus de six millions de morts entre 1918 et 1923 (source: S.Adamets, *Guerre civile et famine en Russie 1917-1923*), il sera difficile de s'attendre à ce que Lénine leur tende gentiment le pouvoir ensuite.

▶ Les SR n'ont pas voulu de l'autoritarisme, ils ont préféré le carnage. On a bien du mal à comprendre pourquoi Lénine n'a donc pas voulu tendre bien gentiment le pouvoir à des gens qui ont coûté un million d'hommes à l'Armée Rouge, qui seraient alors morts pour rien. *L'interdiction du parti socialiste-révolutionnaire, sans parler des partis de la droite russe, en tant que partis n'ayant pas hésité à provoquer une guerre, n'est certainement pas de la pire immoralité.* Quitte à laisser le parti bolchevik en situation de quasi-monopole en Russie.

Une autre conséquence de la guerre civile est que le pouvoir bolchevik est conscient que sans l'industrialisation du pays, une nouvelle croisade antibolchevique sera fatale au pays. Dans un premier temps, la NEP s'avère nécessaire pour redresser l'agriculture. Mais l'industrialisation reste l'objectif du régime. Et cela ne permet pas l'alternance politique. Que la politique industrielle fut sous-efficace, que la production agricole ait reculé pendant les années 30 est certain, mais malgré tout le but est atteint, avec la victoire de 1945, avec certes de l'aide matérielle occidentale, mais sans l'industrialisation soviétique la victoire était impossible. On peut imaginer n'importe quelle autre politique, mais le fait est que par défaut cette politique a fonctionné. Elle donne de fait une légitimité historique au pouvoir bolchevik, y compris même à sa dictature, car une politique d'industrialisation basée sur les réquisitions et les exportations agricoles n'aurait eu aucune chance d'être adoptée par un électorat majoritairement paysan. **Ce que je dis n'équivaut pas à une apologie des famines, du goulag, des purges. Ces phénomènes furent des pertes économiques lourdes en plus d'être des pertes humaines; nourrir les paysans affamés aurait au moins économisé de la main d'œuvre. Mais la planification forcée peut être approuvée.**

+... Cela n'a rien à voir avec une argumentation du style : « la démocratie ne convient pas aux russes » (l'exemple de mars 1936 montre qu'elle ne convient pas toujours aux français non plus). Mais lorsqu'un pays fait face à un risque d'anéantissement, la politique voulue par une minorité n'est pas toujours la plus mauvaise, et à l'inverse celle voulue par la majorité peut s'avérer catastrophique. Le problème est de savoir jusqu'à quand la dictature du PCUS pouvait être soutenue: après 1945, et plus encore en 1949 avec l'arme nucléaire soviétique, l'URSS n'est plus vraiment menacée, donc on ne peut plus soutenir son régime.

## LE CAS GENERAL: PEUT-ON TOUJOURS RESTER DEMOCRATE?


Venons-en au cœur du problème. Bien plus que les controverses sur le nombre de morts des différents régimes (quoique les chiffres soient importants quand même), il est très important de répondre à la critique centrale des anticommunistes: le «communisme» ou ce qui s'est présenté comme tel est une idéologie totalitaire ennemie de la démocratie et de la liberté, broyant tout ce qui se met en travers de son chemin. Ainsi on met en place le mythe des fous rouges qui s'en prennent à un monde capitaliste plutôt gentil et effaré devant tant de violence «communiste» dont les capitalistes, eux, seraient bien incapables...



### Exemple historique

Mais contre quoi se battaient, entre autres, les bolcheviks? Contre la Première Guerre Mondiale, ou plutôt contre les états qui l'ont menée, quitte à devoir agir par la violence: face à une tragédie belliciste qui fait huit millions de morts en Europe entre 1914 et 1918, on n'a pas le temps de négocier. Les sociaux-démocrates de l'époque, français, allemands ou russes, préféreront laisser faire la guerre, et seront encensés par Courtois pour leur respect de la démocratie et de la légalité... Une guerre mondiale, puis une guerre civile russe déclenchée par l'antibolchevisme, bref, plus de quinze millions de morts à mettre au compte de tout ce contre quoi les bolcheviks se sont battus, ça n'aide pas à comprendre leur combat?

On peut trouver d'autres exemples: au printemps 1936, alors que Hitler vient de réoccuper la Rhénanie, la France «démocrate» et «pacifiste» refuse une guerre préventive qui aurait sauvé la vie de quarante millions d'européens. Il aurait alors été concevable de renverser le gouvernement français, fut-ce par une minorité s'attaquant à un gouvernement élu, et d'envoyer l'armée en Rhénanie. Cela aurait certainement abouti à un régime autoritaire en France, peut-être au mieux à un retour progressif à un pouvoir civil. Les tartuffes s'écrieront «A quoi bon vouloir éviter l'occupation allemande si c'est en créant une dictature en France?»; sauf que le problème ce n'est pas qu'il y ait la dictature ou une démocratie en France, car il y a une menace beaucoup plus grave: celle d'une guerre mondiale, avec des millions de morts à la clé. En la tuant dans l'œuf, le gouvernement révolutionnaire français aurait sauvé la vie de quarante millions d'européens. Si le prix à payer est un régime de démocratie populaire en France avec quelques milliers d'exécutions, ce n'est pas joli à dire, mais c'est le moindre mal, surtout quand on sait qu'on ne pouvait pas négocier avec les partis majoritaires pour savoir si on allait lancer la guerre, ce qui aurait de surcroît donné du temps à l'Allemagne de la préparer.

 **Il faut être idiot, angéliste ou naïf pour croire qu'il existe un système politique comme la démocratie qui permettrait d'éviter à jamais tout recours à la violence pour régler les problèmes d'un pays. La démocratie étant le pouvoir de la majorité, si celle-ci**

**prend des mesures aberrantes ou criminelles, et qu'il n'y a pas le temps de négocier, la minorité peut alors avoir raison de se révolter.** La démocratie n'ayant pas prévu ce cas, cela ne peut que se faire de manière plus ou moins violente. Notons, pour prendre un autre exemple, que les socialistes «démocrates» de France et d'Allemagne auraient dû se révolter contre les gouvernements qui menaient la Première Guerre Mondiale, à commencer par le Reich allemand. Ils ne l'ont pas fait: huit millions de morts, soit bien plus que toutes les exécutions bolcheviques. Lénine n'a fait lui, que ce qu'il avait à faire, et peu importe qu'il ait été majoritaire ou pas. **Le régime bolchevique aurait été bien plus soutenable sans les nombreuses exécutions qu'il a perpétré; mais la prise du pouvoir par les bolcheviks, en elle-même, est fort compréhensible.**

Même face à un gouvernement démocratique apparemment pas anticommuniste, mais qui laisse la population du pays dans un état de délabrement sanitaire immonde, il peut devenir acceptable de renverser un gouvernement élu si les partis de pouvoir refusent d'améliorer les choses. A titre d'exemple, le capitalisme brésilien, même en temps de démocratie, tue plus que la dictature cubaine sur les quarante dernières années (cf. [Surmortalité capitaliste mondiale](#) ).

**A long terme, en l'absence de contraintes, nous sommes tous pour la démocratie; mais lorsque, face aux périls du monde réel, un gouvernement démocratique adopte un comportement scélérat, on en vient au cas par cas et la question n'est plus «démocratie ou dictature» (ou, comme dirait le bien-pensant Courtois, «démocratie ou totalitarisme»), mais «qu'est-ce qui fait le moins de morts ?», en sachant que ce n'est pas toujours la démocratie qui fait le moins de morts. Quand une menace survient, et que les gouvernements et parlements démocratiquement élus prennent des décisions lâches, criminelles ou stupides qui risquent de coûter de nombreuses vies, et qu'on n'a pas le temps de discuter, renverser un gouvernement et un parlement élu, quitte à devoir imposer un régime autoritaire, peut devenir la seule voie possible et donc respectable pour sauver des vies.** On ne peut pas être démocrate tout le temps ni partout, sauf en l'absence totale de menace.

« Le Communisme, c'est la dictature » ?

2. 5. « Comment vouloir le communisme démocratique alors que la démocratie n'est pas toujours possible? »

### ► CE N'EST PAS AU NOM DU COMMUNISME QUE L'ON PEUT JUSTIFIER LA VIOLENCE POLITIQUE

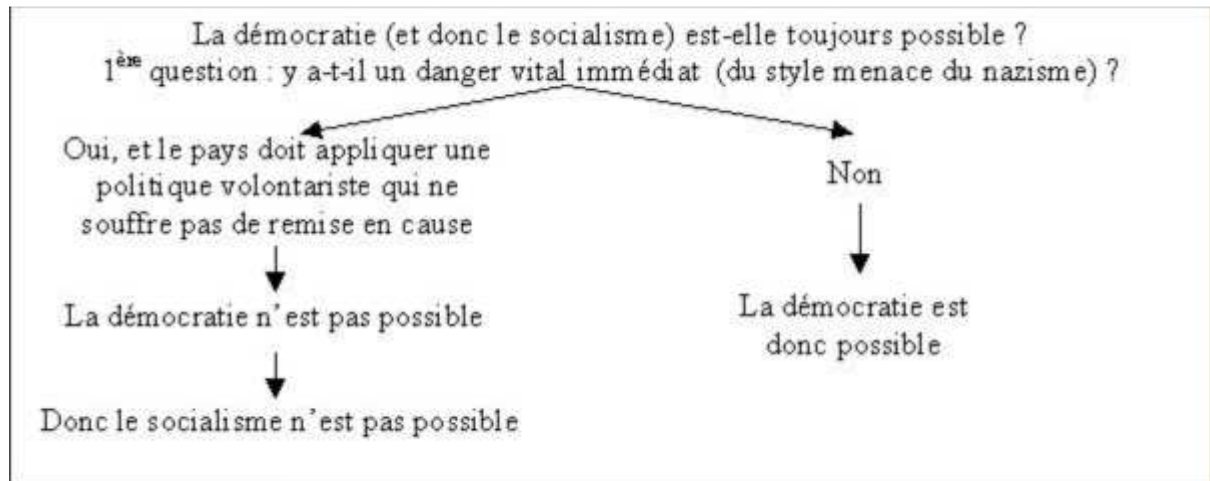
La page précédente (2.4) expose qu'il est des situations où il est juste de choisir l'action violente contre la démocratie si un gouvernement élu faillit à sa tâche. Mais il serait absurde de déduire de mes opinions sur la faillibilité de la démocratie que le communisme ne pourrait pas être démocratique. **Mon scepticisme quant à la perfection de la démocratie n'a pas de lien avec mes convictions communistes.** Il suffit de relire la page 2.4 pour comprendre que **la seule chose qui peut motiver chez moi une remise en cause de la démocratie, c'est la nécessité de sauver des vies. Je ne soutiendrais pas qu'on instaure la dictature uniquement pour procéder à la collectivisation** (ce qui est de toute façon contradictoire, vu que la collectivisation est une forme de démocratie).

+...Et il est aussi tout à fait possible que des gens de droite adhèrent aux mêmes convictions quant à la démocratie: l'Histoire a d'ailleurs fourni des exemples d'anticommunistes qui pensaient que pour sauver la démocratie de la « menace communiste », il fallait instaurer la dictature (cf. la phrase de Kissinger sur la nécessité de remédier à « l'irresponsabilité » du peuple chilien qui avait fait d'Allende son président; cf. aussi les « démocrates » qui ont tenté en avril 2002 de renverser le « dictateur » Chavez au Venezuela).

Avoir des doutes sur le fait qu'il faille toujours être démocrate n'a rien à voir avec le fait d'être communiste ou capitaliste. Je rappelle que mon critère premier est d'avoir le moindre nombre de morts, plus que d'avoir la démocratie ou la dictature.

### ► SI L'ON DOUTE DE LA DEMOCRATIE, RESTE-T-IL UNE POSSIBILITE POUR LE SOCIALISME DEMOCRATIQUE ?

Il existe deux types de situations: celles où il n'y a pas de menace grave contre un pays, et où seule la démocratie est acceptable, et celles où ces menaces existent, et où, si un gouvernement démocratique prend les mauvaises décisions, on peut se résoudre à le renverser. Cela ne signifie pas que le socialisme puisse alors être dictatorial: suspendre la démocratie revient à suspendre le socialisme. Mais dans les autres cas, le socialisme reste possible.



## Troisième idée fausse : « Le communisme est un programme de ségrégation et d'extermination basée sur la classe sociale »

**«... il est l'équivalent d'un nazisme social, où le 'bourgeois' occuperait la place qu'occupe le 'juif' dans la doctrine nazie ; les communistes veulent un holocauste des 'bourgeois'. »**

Cette thèse fait les choux gras du « Livre Noir du Communisme » ainsi que des anticommunistes les plus durs. Voyant dans le 'communisme' (guillemets parce que chez ces gens, on entend par 'communisme' tout ce qui est stalinisme, maoïsme, etc...) une idéologie d'extermination sociale, ils confèrent donc au 'communisme' un nocivité au moins supérieure au nazisme.

### LIQUIDATION DE CLASSE? JE PLAIDE COUPABLE !

Qu'en est-il vraiment ? **Il y a eu des répressions de classes en URSS, Chine et alii, mais est-ce une conséquence de l'abolition du capitalisme? En aucun cas.** Si un anticommuniste cherche à me faire avouer « veux-tu, en tant que communiste, supprimer les bourgeois ? », alors j'avoue le crime : **« En tant que communiste, je souhaite supprimer la classe capitaliste, c'est-à-dire celle qui possède des biens de productions et qui va toucher un profit privé sur le travail salarial. Mais je ne souhaite tuer personne. »**

On imagine déjà la stupeur et l'incompréhension de l'anticommuniste... Comment supprimer une classe sociale sans tuer ? C'est simple : il suffit de changer la condition sociale de ses membres. Un capitaliste dont on réquisitionne le capital n'est plus un capitaliste, puisqu'il n'a plus de capital. Un paysan qui part travailler à l'usine et abandonne le travail de la terre n'est plus un paysan. Si on fermait les usines, alors il n'y aurait plus d'ouvriers, car les ouvriers auraient cessé d'en être. **Si l'on s'empare du capital de tous les capitalistes, ce qui est le programme, dans sa version extensive, du communisme, alors il n'y a plus de classe capitaliste. Et ce sans une goutte de sang et sans tirer une balle ou user d'une lame.** Sauf si, pour défendre leur capital, des capitalistes sont prêts à s'attaquer à la vie des communistes ; nous ne pourrions alors que nous défendre et faire appliquer l'ordre de collectivisation qui, dans le cadre d'une prise du pouvoir électorale des communistes, sera l'expression de la volonté du plus grand nombre.

Aucune comparaison n'est possible avec l'idéologie nazie. Dans le nazisme, la classification de la société en races est une classification biologique. On est génétiquement « juif », « aryen », « slave », etc... On naît 'aryen' ou 'juif', on meurt aryen ou juif. Et les régimes hitlériens et même mussoliniens recourront à des « scientifiques » chargés de démontrer la supériorité « naturelle » de l'aryen, ou l'infériorité de la femme.

## ▶ LA « HAINE DE CLASSE » CHEZ MARX ?

A l'inverse, quand bien même on identifierait le communisme au marxisme, toute personne qui lit *Le Manifeste du Parti Communiste* de Marx et Engels s'aperçoit comme la première des évidences que pour Marx et Engels, le fait d'être ouvrier, paysan, capitaliste n'a rien de « naturel » et encore moins de génétique, à une époque (1848) où la génétique n'est pas encore développée (la biologie et la génétique seront en revanche plus « à l'heure » pour être récupérées par le nazisme au XXème siècle).



### Citations du Manifeste du Parti

#### Communiste (1848)

Quelques extraits du *Manifeste* qui laisseront peu de place à la discussion sur ce point :

« *Les serfs du Moyen-Age ont donné naissance aux citoyens des premières communes ; issus de ces citoyens les premiers éléments de la bourgeoisie se sont développés.* » (chapitre *Bourgeois et prolétaires*)

« *Les anciennes petites classes moyennes, les petits industriels, commerçants et rentiers, les artisans et paysans, toutes ces classes sombrent dans le prolétariat, soit que leur petit capital ne suffise pas à pratiquer la grande industrie et ne résiste pas à la concurrence des plus grands capitalistes, soit que leur habileté soit dévalorisée par les nouveaux moyens de production. Ainsi le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population.* » (chapitre *Bourgeois et prolétaires*). Sur ce paragraphe, on ne peut que donner raison à Marx et Engels, un siècle et demi plus tard, ou l'ensemble des paysans, commerçants, artisans, petits entrepreneurs, ne forment pas plus de 5 à 10% de la population active occupée d'un pays comme la France, alors que les ouvriers et employés (ouvriers du secteur des services) forment plus de 55% de cette population, selon les chiffres de l'INSEE.

« *Enfin, en des temps où la lutte de classes approche de son point critique, le processus de dissolution à l'intérieur de la classe dirigeante, à l'intérieur de toute la vieille société, prend un caractère si violent, si âpre qu'une petite partie de la classe dirigeante se désolidarise d'elle et rejoint la classe révolutionnaire, la classe qui tient l'avenir entre ses mains [dans la théorie marxiste, il s'agit du prolétariat]. Comme autrefois une partie de la noblesse est passée à la bourgeoisie [comme certains nobles français acquis aux idées de la Révolution de 1789], une partie de la bourgeoisie passe maintenant au prolétariat, et notamment cette partie des idéologues bourgeois qui sont parvenus à la compréhension théorique de l'ensemble du mouvement historique [Marx et Engels parlent probablement d'eux-mêmes, eux qui ne sont pas issus du prolétariat...].* » (chapitre *Bourgeois et prolétaires*)

Un paragraphe plus loin :

« *Les classes moyennes, le petit industriel, le petit commerçant, l'artisan, le paysan, tous combattent la bourgeoisie pour préserver de la disparition leur existence de classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires mais conservatrices. Plus encore, elles sont réactionnaires car elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'Histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est au regard de l'imminence de leur passage au prolétariat, elles défendent non pas leurs intérêts présents, mais leurs intérêts futurs, elles abandonnent leur propre point de vue pour prendre celui du prolétariat.* » Là, tous les anticommunistes du monde font fondre sur ce paragraphe pour crier ensuite que c'est la preuve que Marx n'aime pas les paysans, les juge « réactionnaires », et que cela annonce la dékoulakisation stalinienne...Ce qui est d'une pure malhonnêteté : Marx et Engels parlent de ces classes comme de classes « réactionnaires » parce que leur activité économique va occuper de moins en moins de gens ou se réduire ; et force est d'admettre que dans les pays industrialisés, il y a eu un effondrement du nombre de paysans, artisans et petits commerçants. Le seul moyen d'empêcher cela aurait été de stopper le progrès technique, donc d'avoir une attitude réactionnaire ; or les paysans, comme l'écrivent Marx et Engels, peuvent s'engager au côté du prolétariat contre les capitalistes car ils savent que l'industrialisation finira par faire d'eux des prolétaires (ce qui s'est massivement réalisé en Europe). Il n'y a donc pas lieu de considérer que Marx et Engels jugent les paysans « bornés »...



Toutes ces citations montrent que **Marx et Engels n'ont nullement une vision de la société où chacun serait figé dans sa classe, de la naissance à la mort.** Il a bien fallu, pour que des serfs deviennent citadins, et des citadins des bourgeois, que des individus innovent, changent leur activité, et donc changent de classe au cours de leur vie. Beaucoup de paysans, artisans, commerçants deviennent prolétaires avec l'industrialisation et la concentration des capitaux sous l'action même du capitalisme. **Toute comparaison entre la génétique raciale de Hitler et une prétendue « génétique de classe » de Marx serait absurde.**

De plus, les « intérêts de classe » ne sont pas innés non plus. On pourrait croire que pour Marx, celui qui est paysan dans sa jeunesse et devient ouvrier continue de se considérer comme paysan jusqu'à la fin de ses jours, même s'il travaille à l'usine. Pourtant, Marx et Engels savent que la paysannerie peut parfois (comme quoi tout n'est pas systématique ou mécanique dans leur vision du monde) rejoindre le prolétariat dans ses luttes, parce que les paysans prévoient qu'ils vont devenir prolétaires. Les intérêts et les conscience de classe peuvent donc changer chez un même individu avant même qu'il ait changé de classe ; les individus, dans la théorie marxiste-engélienne, ne sont pas des animaux, et ont une capacité à se projeter dans l'avenir.



●●● Mais les anticommunistes peuvent toujours s'appuyer sur des citations dont le sens est facile biaisé comme celle-ci :

« *Dès l'instant où le travail ne peut plus être transformé en capital, en argent, en rente foncière, bref, en une puissance sociale susceptible d'être monopolisée, c'est-à-dire dès l'instant où la propriété personnelle ne peut plus se convertir en propriété bourgeoise, dès cet instant vous [Marx et Engels s'adressent aux détracteurs du communisme – il y en avait dès avant 1848 !] expliquez que c'est la personne qui est abolie.*

*Vous avouez donc que par personne, vous n'entendez rien d'autre que le bourgeois, le propriétaire bourgeois. Et effectivement cette personne-là doit être supprimée.* » (chapitre Prolétaires et communistes)

Cette phrase semble être une aubaine pour les anticommunistes : Marx dit donc qu'il faut supprimer les bourgeois ! C'est la phrase qui prouve le caractère intrinsèquement criminel de son œuvre ! Sauf que toute personne sensée qui lit cette phrase et son paragraphe, plus le paragraphe précédent (j'ai intégralement restitué le tout) peut et même doit avoir une autre interprétation, beaucoup plus juste. Marx et Engels écrivent que les anticommunistes de l'époque disent que supprimer la possibilité de s'enrichir pour aller ensuite faire exploiter son capital (usine, crédit...) par les autres (« l'instant où la propriété personnelle ne peut plus se convertir en propriété bourgeoise ») revient à « abolir la personne ». Mais personne ne dit, ni Marx ni ses adversaires tels qu'il les fait parler, que l'on tue les gens si on les empêche de jouer au capitaliste. Car si c'était le cas, si « interdiction d'être capitaliste » ou « interdiction de spéculer » signifiait « mourir », alors dans une société communiste 100% des gens devraient mourir ! Ce qui serait un commentaire absurde, et il n'est même pas sûr que Courtois et ses collaborateurs oseraient le tenir. « Abolir la personne », aussi bien au sens que lui donne Marx et Engels qu'à celui que devaient lui donner les détracteurs qu'ils évoquent, signifie tout simplement « supprimer ses libertés ». C'est la personne au sens moral, philosophique ou même juridique qui disparaît. Du moins, c'est le point de vue des anticommunistes. Marx et Engels leur rétorquent de façon très pertinente que si, pour les capitalistes, la liberté ne fait qu'un avec l'activité exploitatrice du capitalisme, alors c'est que pour eux seuls les capitalistes sont libres. Si, pour les capitalistes, il n'y a de « personne » que celles qui peuvent spéculer et exploiter en tant que capitalistes, alors cela veut dire que pour les capitalistes seuls les capitalistes sont des personnes (« Vous avouez donc que par personne, vous n'entendez rien d'autre que le bourgeois, le propriétaire bourgeois. »). Et alors Marx et Engels, en tant que communistes, ajoutent que le capitaliste doit disparaître, c'est-à-dire que la classe sociale capitaliste doit disparaître (ce qui n'appelle aucun meurtre) et que l'on ne doit plus trouver de « personne » disposant des droits qui pour les capitalistes caractérisent la personne, à savoir le droit à l'exploitation.

## ▶ LES CRIMES STALINO-MAOISTES SONT-ILS DES CRIMES DE CLASSE ?



### Exemple de la Chine Populaire

Certains se diront : Mais pourtant, dans les pays « communistes » comme la Chine, il y avait une discrimination basée sur l'origine de classe. Ainsi, donc, par exemple Harry Wu, le dissident chinois, a été condamné vers 1960 pour quelques critiques contre l'intervention soviétique en Hongrie faites à l'Université, en plus de s'être fait accusé (certainement à tort) de délits mineurs, et passa 19 ans au *laogai* (camp de rééducation par le travail ; des millions de chinois sont détenus dans des usines ou sites de production, servant de main d'œuvre forcée à l'économie chinoise, et plusieurs millions, peut-être vingt, y sont morts). Devenu réellement dissident après sa libération, Harry Wu fait campagne depuis lors pour la reconnaissance du *laogai* (ce en quoi on ne peut que l'encourager) et fait dans ses livres (comme *Danse pas avec la Chine*, paru en 2000) le même discours que d'autres anticommunistes sur la discrimination de classe. Il aurait été exceptionnel que Harry Wu, qui

n'était pas communiste avant sa déportation, soit communiste à sa sortie ; cependant il y eut des dizaines de milliers au moins de détenus communistes (souvent baptisés « trotskystes ») au Goulag, qui ne renièrent pas leurs convictions car ils savaient que le goulag était une institution stalinienne et pas communiste. Je ne veux pas accuser Harry Wu de mentir : au contraire, la discrimination de classe, il l'a vécu personnellement, étant fils d'homme d'affaires, ayant été suspecté par les maoïstes dès son entrée à l'université, et cela lui a largement préparé l'entrée au laogaï. Il y eut aussi, en Chine pendant les années 50, des vagues d'épuration des 'bourgeois', 'réactionnaires', et plus tard des « révisionnistes » (les révisionnistes peuvent être des militants se revendiquant du communisme et dont les idées déplurent à Mao ; exemple, le général Peng De Huai, qui critiqua avant l'heure les projets du Grand Bond en Avant, et qui passa dans les camps). Mais aucun de ces crimes ne ressort d'une logique marxiste. Un jeune fils d'homme d'affaires comme Harry Wu qui fait des études pour devenir géologue n'a aucune raison d'être considéré comme un ennemi de la classe ouvrière. De même, pendant la Révolution Culturelle (qui fut surtout une opération de guerre civile destinée à écarter toute opposition antimaoïste), les Gardes Rouges et autres chasseurs des « ennemis du peuple » passèrent leur temps à éplucher les dossiers d'un tel ou d'un autre pour découvrir son « origine de classe ». Ces traques et autres violences basées sur des discriminations dans un pays où le prolétariat est censé être au pouvoir (alors qu'une partie du prolétariat se trouve... au laogaï) ne peuvent trouver aucune justification « marxiste » dans *Le Manifeste*.

▶ A tous ceux qui raffolent de la dénonciation du « nazisme social » et ses « cent millions de morts », rappelons ces quelques faits élémentaires :

→ les victimes de la famine-épidémie de 1921-1922, *pour autant qu'elle soit imputable au bolcheviks*, sont des gens de toute condition, même s'ils sont plus de paysans que de citoyens –le typhus, lui, qui crée une part non négligeable de ces morts, n'a pas de cible de classe-. Et il est bon de rappeler que deux ans à peine auparavant, la famine tenait les villes et non les campagnes.

→ les victimes de la famine de 1932-1933 sont très généralement autres que « bourgeois ». Parmi les « koulaks » déportés en 1930, un certain nombre n'étaient riches qu'aux yeux de l'administration. D'une manière générale, toute personne qui se voit retirer tous ses biens ou presque et transformer en esclave dans les « territoires spéciaux » n'est de toute façon plus un « bourgeois » ou un capitaliste puisque justement elle est passée esclave.

→ les peuples déportés d'URSS, sans parler du peuple tibétain, sont opprimés pour des raisons ethniques. A moins bien sûr qu'on nous apprenne que le peuple tibétain est « bourgeois », on y voit difficilement un crime de classe. Les nombreuses exactions commises par Tito en 1945 contre d'anciens soldats croates oustachis ou les allemands de Yougoslavie tiennent là encore de conflits ethniques locaux.

→ la famine du Grand Bond en Avant en Chine résulte d'une politique désastreuse, mais certainement pas d'un plan d'extermination des cinq cent millions de paysans chinois !

→ le génocide khmer a frappé toutes les classes sociales, même s'il est vrai que certaines classes (les commerçants, mais plus encore les anciens fonctionnaires et les membres du Parti !) sont plus frappées que d'autres ; les minorités ethniques et les étrangers seront aussi très frappées.

→ les goulags et laogaï compteront de nombreux ouvriers, kolkhoziens, paysans pauvres, quelques membres du Parti ; difficile de faire vingt millions de morts dans les camps chinois en ne frappant que les « bourgeois » (surtout que depuis vingt ans, les

capitalistes, étrangers ou pas, ne sont pas tous mal aimés en Chine — ceci est une litote).

**Je ne nie absolument pas qu'il y ait eu des répressions de classe en URSS, Chine ou ailleurs. Mais cela ne regroupe pas la majorité des victimes (alors que la majorité des victimes du nazisme sont des victimes de race, que ce soient les victimes des camps d'extermination ou de la guerre antislave menée contre l'URSS); et il n'y a pas eu, sauf peut-être au Kampuchéa de Pol Pot, d'extermination totale des membres d'une classe, comparable à la Shoah. Les koulaks soviétiques n'ont pas connus le sort des Juifs d'Europe sous Hitler; même les purges agraires chinoises ayant fait 2 à 5 millions de victimes ne constitue pas une extermination totale des propriétaires terriens aisés (le Parti chinois, selon Jean-Luc Domenach, considérait qu'il y avait, dans les provinces conquises par les maoïstes à la fin de la guerre civile, 36 millions de « propriétaires fonciers » et de « paysans aisés »; la mort de 2 à 5 millions d'entre eux ou présumés tels, pour criminelle qu'elle soit, n'est pas une extermination radicale).**



## De l'inutilité des crimes de classe

Beaucoup de ces crimes sont abusivement affiliés au « Communisme », celui-ci étant identifié par le seul crime de classe. Ce qui, nous l'avons vu plus haut, est une aberration. C'est même d'autant plus aberrant que des exemples célèbres devrait montrer que les meurtres de « bourgeois » n'ont jamais servi l'abolition de la classe capitaliste. Les milliers de ces meurtres reprochés à Lénine n'ont pas empêché celui-ci de recréer une classe capitaliste avec la NEP (que celle-ci soit une « pause stratégique » n'y change rien). Les meurtres nettement plus nombreux imputables à Mao n'empêcheront nullement le re-fleurissement du capitalisme en Chine. On imagine difficilement les juifs d'Europe se reconstituer en quelques années après la Shoah. Rien que cela montre les caractères incomparables des crimes de race et de classe ; les seconds n'atteignent jamais vraiment leur buts —ce qui n'enlève rien à leur criminalité—, car les classes ne disparaissent que lorsque les structures sociales changent. La classe capitaliste (au sens habituel du terme) a effectivement disparu en URSS avec la planification, mais les tueries n'y sont pour rien, et n'auraient pas atteint ce résultat en elles-mêmes.

**▶ Accuser le communisme (le vrai ou le faux) d'avoir besoin du meurtre est une supercherie : celui-ci n'est ni nécessaire, ni même efficace dans la transformation de la société.**

# Quatrième idée fausse : « Le communisme démocratique ne peut exister car c'est une utopie »

Chez les anticommunistes qui ne définissent pas immédiatement le communisme comme étant le régime soviétique, il y a ceux qui le définissent comme une idéologie utopique dont l'application dans la réalité ne saurait évidemment déboucher que sur la dictature, puisque l'objectif prétendu de l'idéologie est inatteignable dans le monde réel, et qu'il faudrait donc soumettre la population à un régime totalitaire pour lui faire croire que l'utopie a été réalisée.

Le but de cette page est de montrer en quoi le communisme peut très bien se dégager de ces définitions « utopiques » que certains lui attribuent, et qu'il n'y a pas de raison de croire que le communisme démocratique soit impossible.

## ► ACCUSATION N°1:

### Le Communisme supposerait une société sans Etat.

Le projet marxiste prévoit d'abord un état (qui certains ont qualifié de « socialisme ») où le prolétariat a pris le contrôle de l'Etat et transforme la société avant de passer à une société sans état et sans classes, le communisme. Certains communistes en tirent partie pour essayer de démontrer maladroitement que l'URSS n'était pas communiste, et ceci justement parce que l'état n'y était pas aboli. Dans un sens, ils ont raison, car l'URSS elle-même disait n'être pas communiste, mais socialiste. Les anticommunistes –du moins à l'exception de quelques libertariens qui veulent supprimer l'Etat– ont beau jeu d'affirmer que la disparition de l'Etat étant impossible, on ne saurait de toute façon arriver à la société « communiste » idéale, et que la seule application possible du communisme serait le système soviétique.

Je ne crois pas en une possible disparition de l'Etat, même après que la classe capitaliste ait été dissoute au profit du prolétariat. **L'Etat existera toujours car il est la seule forme d'organisation capable de monter des moyens militaires à grande échelle, et qui empêche un pays de se faire envahir par un gouvernement étranger dont les pratiques seraient plus détestables encore. L'Etat sert à protéger la population, non pas tellement contre elle-même ni contre les effets d'une éventuelle anarchie, mais surtout contre d'autres états pires encore.** Voilà pourquoi, même en l'absence d'une classe capitaliste, le recours à l'Etat pour les travailleurs salariés reste nécessaire. Sans état, une faction interne ou étrangère -même dans une société où les clivages de classe actuels auraient disparus– peut nous imposer un nouveau despotisme.

Cela n'empêche en rien de considérer comme possible la construction d'une économie *de propriété collective dans le cadre d'un état démocratique*. De ce point de vue, l'URSS n'était effectivement ni socialiste ni communiste.

## ▶ ACCUSATION N°2 :

### Le Communisme supposerait que chacun ait le même revenu.

Aucun état se réclamant du communisme, même l'Albanie d'Hodja, n'a durablement appliqué l'égalité parfaite de revenus. De ce point de vue, aucun pays du bloc de l'Est n'aurait été communiste. Le projet marxiste qui définissait le socialisme ne parlait pas d'un revenu identique pour tous, mais à « chacun selon son travail ». La collectivisation n'implique pas non plus un salaire identique par personne.

## ▶ ACCUSATION N°3 :

### Le Communisme suppose une société constituée d'individus bons et altruistes, d'où tout comportement égoïste aurait disparu.

Une économie collectivisée peut continuer à vivre sur le principe où chaque individu cherche avant tout à maximiser son revenu individuel. La collectivisation n'interdit ni l'inégalité des salaires, ni les promotions. D'ailleurs, il est à remarquer que les économies planifiées avaient souvent recours aux primes pour stimuler la production, avec l'effet limité qu'on sait car la présence au travail dépendait plus de la capacité à trouver des biens de consommation dans les magasins que du salaire nominal versé. On peut cependant se permettre de douter de ce qu'une économie où la possibilité pour un individu d'accroître son revenu au détriment des autres serait faible serait forcément une économie bloquée. En effet, si on ne peut accroître sa part individuelle du revenu globale, le seul moyen de s'enrichir est alors de faire progresser le revenu global, si l'on en perçoit toujours au moins la même part qu'avant. Les causes de la démotivation des travailleurs en économie planifiée sont analysées dans la page sur la sous-productivité de l'économie soviétique.

Le programme communiste proposé dans ce site présente deux projets d'économie collectivisée dont aucune ne se base sur l'altruisme inné des individus.

## ▶ ACCUSATION N°4:

### Le Communisme cherche à créer un « Homme nouveau », preuve de son « totalitarisme ».

On peut beaucoup gloser sur « l'Homo Sovieticus », et faire de ce projet d'amélioration de l'Homme une cause du « totalitarisme communiste ». C'est bien sûr oublier que l'URSS et ses satellites/alliés étaient déjà des dictatures bien avant que n'apparaisse ce concept d'« Homme des Soviets ».

Mais en soit, vouloir améliorer l'Homme n'a rien de scandaleux. Car ce n'est pas forcément un projet génétique, eugéniste: **améliorer l'homme signifie aussi améliorer ses conceptions, ses habitudes de pensée, les motivations qu'il se donne.** Oublie-t-on qu'au cours des deux derniers siècles, nous sommes passés –globalement, et pour certains pays de la planète seulement– d'une humanité engoncée dans une vision irrationnelle du monde, où il était par exemple normal d'avoir un dirigeant de droit divin, où la parole de l'Eglise n'était pas une opinion mais un dogme d'Etat, où l'on ne se disqualifiait pas à tenir des propos racistes ou sexistes, à une société plutôt acquise à la démocratie, où le pouvoir doit en général se justifier sur des bases légales et rationnelles, où l'idée d'égalité de droits entre les individus est une référence courante en politique à défaut de toujours l'être en pratique? Cette transformation a requis un changement profond des modes de pensées. **L'aspiration à s'enrichir individuellement n'est elle-même pas innée, les aristocraties d'Ancien Régime détestant l'investissement et le bénéfice, et préférant dilapider leurs revenus en guerres ou fastes; le capitalisme lui-même est basé sur un « nouvel esprit ».** Qu'une éducation socialiste amène un jour à considérer la propriété collective comme un fait normal pour une économie de travail collective, ou à considérer que la richesse ne s'évalue pas en quantités de biens et services vendus mais à l'utilité réellement procurée, je ne vois pas ce que cela a de criminel.